

# ***l'Anti*capitaliste**

n°617 | 26 mai 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**AU GOUVERNEMENT  
COMME AILLEURS**



**DÉGAGEONS**

**LES VIOLEURS**

## **Dossier**

Face à Macron et l'extrême droite, la nécessité d'une gauche de combat

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Et encore un ministre accusé de viol Page 2

## **PREMIER PLAN**

Concours de l'enseignement. Crise du recrutement et démantèlement de l'Éducation nationale Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**  
Famines. Crise alimentaire en Afrique Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Délégation européenne en Ukraine: compte rendu de Laurence Boffet et Roland Mérieux Page 12



édito

Par MANON BOLTANSKY

## Et encore un ministre accusé de viol

Un nouveau ministre d'un gouvernement Macron est donc accusé par deux victimes de violences sexuelles et de viols. Après Darmanin, c'est cette fois un autre transfuge de LR, Damien Abad, chargé du ministère des Solidarités, de l'autonomie et du handicap qui est pointé. À LR, à en croire la presse, «*tout le monde savait*»... mais personne n'en a parlé, en tout cas jamais pour y mettre fin ! On retrouve comme dans chaque affaire les qualificatifs approximatifs ou les «*blagues graveleuses*» visant à minimiser la nature de ces violences. On lit ainsi avec dégoût dans *Libération* que «*c'était devenu une blague super récurrente de mimer l'handicapé qui attrape la fille de force*» au sein du parti. Car dans ce concentré de culture du viol, le validisme et le sexisme se nouent de manière particulièrement sordide.

Il paraît évident aujourd'hui que la position de dirigeants politiques et d'élus joue un rôle déterminant dans ces nombreux cas de violences sexuelles. Pourtant, à aucun moment l'émergence (déjà ancienne) de ces paroles de victimes n'a remis en cause la carrière et l'ascension fulgurante de Abad. Macron a donc fait le choix de «*prendre le risque*» de nommer un ministre avec ce genre de procédures aux basques... À croire que pour rentrer au gouvernement il n'y a que la situation apparemment en règle avec l'administration fiscale qui soit déterminante ou la perte d'une élection législative. Ces deux critères, eux, sont de fait réhibitifs pour la récusation d'un ministre, contrairement aux accusations de viols et violences qui permettent de garder «*la confiance du président de la République et de la Première ministre*» comme l'annonçait encore ce lundi Abad. Ce nouveau gouvernement, comme le précédent, démontre à nouveau le mépris du pouvoir pour les femmes et les victimes de violences sexuelles : Macron, toujours du côté des riches et des oppresseurs. Mais au-delà de la droite, le mouvement porté par #MeToo en politique démontre aussi que les violences sexuelles existent partout et également dans les partis et les organisations de gauche. Pour les combattre et les faire reculer le chemin est encore long mais il commence par deux impératifs : écouter, croire et porter la parole des victimes de violences sexuelles ; imposer le retrait politique et la démission de leur poste de tous ceux qui sont accusés ou condamnés pour violences sexistes et sexuelles. Abad et Darmanin : démission ! Ce n'est qu'un début...

## BIEN DIT

La «*fibre sociale*» est décernée si la personnalité a traité des dossiers «*de protection sociale*» dans un cabinet ministériel, fût-ce pour restreindre les indemnités de chômage, plancher sur un projet d'allongement de l'âge de la retraite, diminuer le montant de l'allocation logement, ou durcir les critères d'attribution du RSA.

DANIEL SCHNEIDERMAN à propos de la médiatisation de l'arrivée d'Élisabeth Borne à Matignon, *Libération*, 21 mai 2022.

# Macron II ou la continuité du bonapartisme

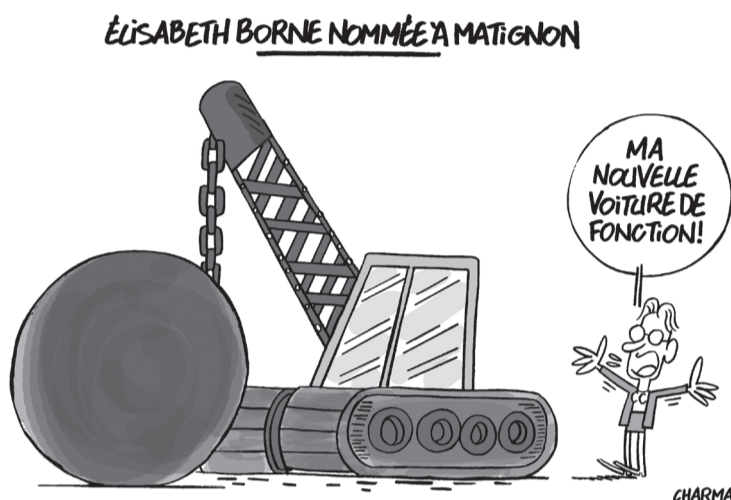
Le nouveau gouvernement illustre la place du macronisme dans la situation sociale et politique, la relative faiblesse de sa base sociale et sa stratégie de combat contre les classes populaires. Sa composition donne également des indices sur la manière dont nous devons le combattre.

Les premières impressions que dégage la composition du gouvernement d'Élisabeth Borne sont qu'il y a peu de changements par rapport au précédent et un nombre très réduit de personnalités connues. Les fonctions régaliennes (Intérieur, Justice) et l'économie sont maintenues dans les mains de Darmanin, Dupont-Moretti et Le Maire, une dizaine de ministres changent simplement de bureau et la dizaine de nouveaux est formée de personnalités lisses ou déjà fidèles à Macron.

### Chaises musicales

Ainsi, Attal passe du porte-parolat au Budget, Lecornu de l'Outre-mer aux Armées, Véran de la Santé aux relations au Parlement, Montchalin de la fonction publique à la «*planification écologique*» et aux territoires, Olivia Grégoire quitte le secrétariat d'État en charge de l'économie sociale, solidaire et responsable pour devenir porte-parole du gouvernement. Les nouveaux et nouvelles venusEs sont par exemple Marc Fesneau (ex-Modem) à l'agriculture, Catherine Colonna (ex-ministre de Chirac) aux Affaires étrangères, Rima Abdul Malak (ex-conseillère de Macron) à la Culture, Stanislas Guerini (ex-délégué général de LREM) à la «*transformation*» et la Fonction publique, ou encore Pap Ndiaye à l'Éducation.

La situation de Pap Ndiaye est symptomatique : victime d'une déferlante raciste, il est pourtant loin d'être l'«*homme qui défend l'indigénisme, le racialisme et le wokisme*» attaqué par Marine Le Pen, Zemmour déclarant de son côté sur Twitter : «*Avec M. Ndiaye, le travail de sappe des indigénistes et des islamo-gauchistes est totalement assumé et va s'aggraver*».



ÉLISABETH BORNE NOMMÉE A MATIGNON

CHARMAG

En réalité, ses positions sont bien plus modérées, comme l'a incarné sa déclaration : «*Je suis un pur produit de la méritocratie républicaine, dont l'école est le pilier*» qui s'inscrit dans la compréhension bourgeoise classique du rôle de l'école.

### Des éléments de fragilité

Cependant, on doit intégrer le fait que les sorties de Marlène Schiappa, Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal sont des aveux d'échecs politiques dans leurs domaines respectifs (droits des femmes, Éducation et Enseignement supérieur et recherche) et comme une tentative d'appliquer un vernis plus à «*gauche*». Ces trois ministres ont fait passer la politique voulue par Macron mais au prix d'une immense impopularité. En les virant et en nommant Ndiaye, Borne souhaite donner l'impression d'une ouverture à gauche – qui est bien limitée. Il s'agit pour elle et pour Macron de faire croire que le gouvernement serait

capable d'associer des personnalités politiques de tous bords, de LR à la gauche. Mais, entre Ndiaye et Abad, les réelles ouvertures sont très faibles et le gouvernement est en réalité pour l'essentiel un regroupement de technocrates et de fidèles, quasiment un cabinet autour de Macron et Borne. Cela produira une capacité à mettre en œuvre la politique du pouvoir sans que des pressions internes s'exercent, il sera facile de discipliner tout cet attelage, mais en même temps cela montre une forme de restriction de la base sociale du pouvoir, incapable de se renouveler et d'associer de nouvelles couches qui seraient représentées par des personnalités fortes et représentatives des milieux patronaux ou politiques.

### Des justiciables pas comme les autres

Le pourrissement interne se voit une fois de plus avec l'intégration d'un nouvel accusé de viol, Damien Abad, après le maintien de

## À la Une

Darmanin, et tandis que Dupont-Moretti est accusé de «*prise illégale d'intérêts*» dans l'affaire Sarkozy et Olivier Dussopt de «*corruption*» et «*prise illégale d'intérêts*». Pour reprendre la formule de Lenaïg Bredoux sur *Mediapart*, Isabelle Rome, chargée de l'Égalité, «*coincée entre Darmanin à l'Intérieur et Dupont-Moretti à la justice*», ne risque pas de faire des droits des femmes la «*grande cause du quinquennat*».

On aurait par ailleurs tort dans la situation d'oublier dans le contexte de la mise en place de ce gouvernement la pression exercée par l'extrême droite, qui se maintient à 30% dans les sondages.

En tout cas, la mise en place de ce gouvernement montre, d'un côté, une volonté de passer en force sur tous les sujets, le resserrement autour de Macron et Borne, dans la continuité du présidentialisme hérité du fonctionnement de la 5<sup>e</sup> République, et de l'autre des possibilités de déstabilisation si l'on est offensifs.

### Ne rien lâcher et (se) mobiliser

La première tâche est de ne rien lâcher pour les droits des femmes et la justice, d'exiger la démission des violeurs et des magouilleurs, et de mobiliser contre Abad et Darmanin en particulier.

La seconde est de continuer une politique de front unique qui s'incarne actuellement pour le NPA dans la participation aux campagnes des candidatEs de la Nupes qui s'inscrivent dans une dynamique antilibérale et la présentation de candidatures face à quelques candidatEs labellisés Nupes mais parmi les plus libéraux. La démission de Castex et la nomination du gouvernement servaient à signifier aux électeurs et électrices que tout était joué, que les législatives ne servaient à rien, afin de démobiliser les opposantEs. À nous de montrer qu'il est possible de mettre en difficulté Macron et Borne, pour ensuite offrir une perspective de luttes unitaires contre un gouvernement qui se fixe des tâches de destruction sans précédent dans une période qui s'annonce particulièrement instable.

Antoine Larrache

# ÉCOLOGIE La pollution, c'est neuf millions de morts chaque année!

La pollution est la principale cause environnementale de maladie, avec neuf millions de décès prématurés. Elle est responsable de 16,6% des décès annuels. Un décès sur six dans le monde ! C'est la conclusion du deuxième rapport d'une trentaine de chercheurEs de la commission «*pollution santé*» du Lancet.

Si l'urgence climatique, la crise de la biodiversité et la pandémie de Covid-19 font les gros titres, les ravages causés par les pollutions sur la santé restent largement méconnus.

### Des chiffres en augmentation

Principaux responsables pour les chercheurEs, la pollution de l'air, l'empoisonnement au plomb et la pollution chimique. La pollution de

l'air, domestique et ambiante, est responsable du plus grand nombre de décès, 6,7 millions en 2019. La pollution de l'eau cause 1,4 million de décès prématurés, le plomb 900 000 décès prématurés, sans parler du retard de développement mental chez 800 millions d'enfants qui ont des concentrations de plomb dans le sang supérieures à 5µg/dl. Les risques professionnels toxiques, à l'exclusion des décès au travail liés

à la sécurité, sont responsables de 870 000 décès. Des chiffres minores selon *The Lancet*, car tous les produits chimiques dans l'environnement ne sont pas identifiés et analysés.

Si la mortalité liée aux anciens fléaux (pollution de l'air domestique, eau insalubre...) est en régression, les décès attribuables aux formes plus modernes de pollution (de l'air ambiant, pollution chimique

toxique) sont en constante augmentation. Au cours des deux dernières décennies elle a augmenté de 66%, en raison de l'industrialisation, de l'urbanisation incontrôlée et des transports polluants, de la croissance démographique, des combustibles fossiles et de l'absence d'installations adéquates. 2,9 millions de décès en 2000, 4,2 en 2015, 4,5 en 2019. Une augmentation surtout concentrée dans les mégapoles

# Un monde à changer

**CAMEROUN : LES PERSONNES LGBTI PERSÉCUTÉES.** Les forces de sécurité au Cameroun manquent à leur responsabilité de protéger les personnes LGBT contre les agressions violentes et, au lieu de cela, arrêtent souvent les victimes, a déclaré Human Rights Watch le 11 mai. On observe une augmentation des cas de violence et d'abus commis contre les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) au Cameroun à ce jour en 2022, selon une importante organisation de la société civile. Depuis le 9 mars, les forces de sécurité ont arbitrairement arrêté au moins six personnes et en ont placé 11 en détention, toutes victimes d'attaques commises par des bandes, pour avoir prétendument eu des rapports sexuels consentis entre personnes du même sexe et pour non-conformité de genre. Deux d'entre elles ont été passées à tabac par des gendarmes lors de leur détention. « La loi du Cameroun qui criminalise les rapports sexuels entre personnes du même sexe a créé un climat dans lequel des Camerounais et les forces de sécurité se permettent d'agresser et d'abuser de personnes LGBTI en toute impunité », a déclaré Ilaria

Allegrozzi, chercheuse senior sur l'Afrique centrale à Human Rights Watch. « Les autorités devraient agir d'urgence pour abolir cette loi discriminatoire et assurer que les droits humains de tous les Camerounais, quelles que soient leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leurs caractéristiques sexuelles, soient garantis. » La loi au Cameroun interdit les rapports consentis entre personnes du même sexe, et en fait un crime passible d'un maximum de cinq ans de prison. Du fait que le Code pénal camerounais criminalise les rapports consensuels entre personnes de même sexe, et non pas l'identité LGBTI, les arrestations de personnes sur la base d'une simple perception de leur identité sont illégales. Néanmoins, l'environnement juridique, alourdi par une stigmatisation sociale et une discrimination généralisées, permet aux violences de proliférer ; en même temps, les forces de sécurité s'abstiennent de protéger les personnes LGBTI contre les violences collectives et, pire, arrêtent et placent en détention celles qui dénoncent ces violences.

Source: <https://www.pressegauche.org/>

## CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT **Crise du recrutement et démantèlement de l'Éducation nationale**

**E**n mathématiques, 816 candidatEs sont admissibles pour 1035 postes à pourvoir. En allemand, 83 admissibles pour 215 postes proposés. Le nombre de candidatEs est divisé par deux par rapport à l'année dernière. Toutes les matières sont touchées, dans des proportions différentes. À la rentrée, des centaines de postes ne seront pas pourvus. Idem dans le premier degré : à Versailles pour le concours de professeurEs des écoles, il y a 484 admissibles pour 1430 postes, à Créteil 521 admissibles pour 1079 postes. Même l'académie de Paris ne pourra pas pourvoir tous les postes pour la première fois avec 180 admissibles pour 219 postes. Des milliers de postes d'enseignantEs pour la rentrée prochaine sont déjà perdus. Et cela sera pire après les épreuves orales d'admission, toutes les admissibles ne seront pas recrutés. Dans les écoles, la rentrée 2022 s'annonce compliquée... Le manque de remplaçantEs, déjà criant, va s'amplifier. Les conditions de travail des personnels et d'études des élèves se dégraderont.

**Le résultat de choix politiques**  
Cette situation est tout sauf imprévue et est le résultat des choix politiques du ministre Blanquer avec en particulier la réforme de la formation des enseignantEs et des concours. Le master MEEF a

*Dans l'Éducation nationale, les premiers résultats des concours de recrutement sont catastrophiques. Nationalement, les disciplines habituellement déficitaires sont sinistrées.*



été refondu avec une contractualisation et une précarisation des étudiantEs et les concours ont été repoussés d'un an passant du M1 à la fin de M2. Cette gabegie est d'une certaine manière organisée par le ministère afin de casser le statut des enseignantEs, comme cela a été fait à la SNCF récemment ou à France Télécom. Le recrutement de contractuel va ainsi se substituer à l'embauche de fonctionnaires.

Ainsi, le rectorat de Versailles annonce déjà le recrutement de plus de 1300 enseignantEs contractuels (700 en 1<sup>er</sup> degré, 600 en second degré) dès début juin. Cela signifie une formation au rabais, davantage de précarité et des salaires plus faibles. Dans ces conditions, c'est évident que le métier d'enseignantE n'est pas attractif, avec un salaire commençant à 1,14 fois le SMIC pour un bac + 5.

Cela va être le premier dossier du nouveau ministre Pap Ndiaye et un véritable test. Sa nomination a été largement perçue comme un désaveu de la politique de Blanquer, la fin de la chasse au wokisme. Et effectivement, mieux vaut un antiraciste qu'un raciste au ministère de l'Éducation nationale. Mais le dossier principal va être la revalorisation des profs et rendre à nouveau le métier attractif. Pour cela, il va falloir abroger les réformes Blanquer. Sans faire de procès d'intention, il y a des raisons de douter du nouveau ministre, qui risque d'être une façade pour Macron afin de « dragner » électoralement les profs. Lors de sa prise de fonction, Pap Ndiaye a ainsi déclaré : « Merci à Jean-Michel Blanquer pour son travail, je continuerai les travaux pour réformer notre grande maison ». Et vu que c'est Stanislas Guérini le nouveau ministre de la Transformation de la fonction publique, un ultra-libéral zélé, il y a tout à craindre que la casse des statuts et des conditions de travail se poursuivent. Il y a donc urgence à se mobiliser et ne pas laisser l'école à l'abandon après les élections.

**Antoine Boulangé**

d'Asie, qui sont devenues l'usine et la cheminée du monde. Comme pour le réchauffement climatique, les premières victimes de la pollution sont celles qui en sont le moins responsables. 92% des décès liés à la pollution surviennent dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il en est de même pour le fardeau des pertes économiques liées à la pollution. *The Lancet* a par exemple calculé qu'en Afrique, les pertes économiques liées à la perte de QI liée au plomb équivalent à environ 4% du produit intérieur brut, à 2% en Asie. Mais la pollution se déplace. Si en Chine, 60% de l'augmentation des particules fines est liée aux exportations vers les pays de l'OCDE, la contamination des céréales, des fruits de mer, des poissons, du chocolat, des légumes, du curcuma par les pesticides, le plomb, l'arsenic, le cadmium, le mercure menace la sécurité alimentaire mondiale.

### Une menace existentielle

Pollution de l'air, réchauffement climatique et perte de biodiversité ont souvent les mêmes origines dans les combustibles fossiles, qui dégagent gaz à effets de serre, particules fines et ultra-fines, ozone, une des sources majeures de décès prématurés, oxydes de soufre et azote. C'est pourquoi les chercheurs soulignent « [qu']une transition rapide et à grande échelle de tous les combustibles fossiles vers des énergies propres et renouvelables est une stratégie efficace pour prévenir la pollution tout en ralentissant le changement climatique, et offre ainsi un double avantage pour la santé planétaire ».

La pollution – c'est-à-dire les déchets indésirables d'origine humaine rejetés dans l'air, la terre (plomb, mercure, pesticides, produits chimiques industriels, déchets électroniques et radioactifs...), l'eau

et l'océan (mercure, azote, phosphore, plastique, déchets pétroliers...) – est une menace existentielle pour la santé, la reproduction humaine et la santé planétaire, et met en péril la durabilité des sociétés modernes. L'impact de la pollution sur la santé reste bien supérieur à celui de la guerre, du terrorisme, du paludisme, du VIH, de la tuberculose, de la drogue et de l'alcool, comparable à celui causé par le tabagisme. Les chercheurs plaident pour la mise en place d'une structure du type du GIEC, pour un consensus scientifique-politique sur le thème santé-pollution.

Dans les articles grand public qui ont repris le rapport, bien peu ont analysé la deuxième partie qui propose des pistes de travail, après avoir souligné que « la prévention de la pollution est largement négligée dans le programme de développement international ». Richesse des

observations, misère des propositions ! Qui tourment essentiellement autour des instances internationales, de la mesure et du contrôle de la pollution. Avec un mantra : « Le contrôle de la pollution est très rentable » ! Oubliant au passage que la loi du capitalisme, c'est la privatisation des profits et la socialisation des pertes ! Que « la mondialisation », qui a relancé l'accumulation capitaliste, n'a été possible qu'en s'appuyant sur l'exportation des pollutions vers les pays aux normes salariales, mais aussi environnementales les moins disantes. Sans négliger l'importance de certaines normes (par exemple l'interdiction mondiale du plomb dans l'essence), c'est donc bien le système capitaliste et extractiviste qui est en cause, un système injuste et insoutenable, pour notre santé et la planète.

**Frank Prouhet**

## Le chiffre

# 120

C'est, selon le syndicat Samu-Urgences de France, le nombre d'établissements hospitaliers dont les services d'urgences sont en difficulté. Parmi ces 120 établissements, plus de la moitié ont dû se résoudre à une fermeture, le plus souvent partielle, de leurs urgences. L'hôpital va mal, très mal, on ne cesse de le répéter, et les pouvoirs publics s'en moquent.



## Agenda

**Samedi 11 juin, manifestation contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits de toutes et tous, pour la justice sociale et climatique, Paris.** À 15h, place Blanche.



**Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveaupartianticapitaliste.org

## NO COMMENT

*Le travail c'est la clé de la dignité, l'occasion de faire, d'apporter sa pierre à la société et de gagner sa vie par soi-même. Le travail c'est ce qui donne un sens à sa vie.*

ÉLISABETH BORNE, 23 mai 2022.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## CHLORDÉCONE Mobilisation le 28 mai en Martinique contre le non-lieu!

L'enquête préliminaire ouverte par une plainte déposée en 2006 par plusieurs associations antillaises vient d'être clôturée. Le délai est à lui seul un scandale (15 ans d'enquête sur des faits qui se sont produits entre 1972 et 1993), et tout cela pour ne réclamer aucune mise en examen, ce qui annonce un probable non-lieu.

Envisager un non-lieu dans une affaire où une population a non seulement été empoisonnée pendant des années par un produit reconnu dangereux puisqu'interdit aux États-Unis dès 1975, mais où 90% de la population actuelle est toujours exposée aux contaminations contenues dans les sols et la mer aujourd'hui encore, est un pur non-sens. Sauf à se rappeler le déni colonial : ce produit interdit tardivement en France (1990) a continué à être utilisé dans les bananeraies de Martinique et Guadeloupe jusqu'en 1993, territoires mis hors du droit commun, du fait colonial.



MICHA BELLEMARE

Les lectrices et lecteurs de *L'Anticapitaliste* connaissent le scandale de l'empoisonnement des terres, des rivières, des mers côtières et des personnes par le chlordécone, ce pesticide perturbateur endocrinien répandu dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe pour le profit des gros planteurs depuis le début des années 1970 alors que l'on savait sa dangerosité depuis le début des années 1960.

### Large mobilisation

On se souvient de la puissante manifestation du 27 février 2021 (plus de 10 000 personnes dans les rues de Fort-de-France) suite aux rumeurs de risques de non-lieu pour cause de « prescription » d'une chaîne de crimes dont les effets dureront, d'après les scientifiques, des centaines d'années. Fin mars 2022, les deux juges d'instruction chargés de l'enquête ont conclu, sans aucune mise en examen, et il y a un très fort risque que le procureur confirme.

Bien évidemment la population ne l'accepte pas. Nous sommes une bonne cinquantaine d'organisations (syndicales, politiques, associatives, culturelles...) à dire « Non au non-lieu » et à réclamer justice et réparations. Samedi 28 mai, au Lamentin, deuxième ville du pays, des milliers de manifestantEs reprendront le chemin de la rue et poursuivront par un ensemble de prises de parole, d'ateliers, de propositions pour la suite.

Et la remontée des chiffres du Covid-19 ne suffira pas à calmer l'indignation populaire. Nous avons pour l'occasion interpellé l'ensemble du mouvement démocratique et social de France pour que, à cette échelle aussi, tout soit fait pour que à la date convenant au plus grand nombre une puissante mobilisation se fasse prenant en compte la gravité des enjeux de ce crime d'État, capitaliste et colonial.

Philippe Pierre-Charles

## ÉTATS-UNIS DSA et la guerre russe contre l'Ukraine: paralysie politique

Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), la plus grande organisation se réclamant du socialisme aux États-Unis, qui compte environ 75 000 membres (en baisse par rapport aux 94 000 atteints antérieurement) dans plus de 200 sections, a été incapable de jouer un rôle significatif concernant la guerre de la Russie en Ukraine.

Politiquement divisée sur la guerre, incapable et peu intéressée par l'organisation de débats internes sur la question, DSA n'a fait aucune analyse de fond, n'a publié pratiquement aucune littérature sur le sujet, et n'a ni organisé ni participé aux quelques manifestations contre la guerre.

### La tentation du campisme

Les brèves déclarations que DSA a produites au cours des trois derniers mois ont condamné l'invasion russe mais ont attribué à l'Otan une responsabilité presque égale dans la guerre. DSA n'a pas appelé à soutenir l'Ukraine dans la guerre. Au lieu de cela, elle a déclaré, de manière très abstraite, qu'elle se tenait aux côtés des classes ouvrières d'Ukraine et de Russie et des manifestantEs antiguerre dans les deux pays et dans le monde entier. Cette position placerait DSA dans le camp pacifiste antiguerre qui s'oppose à la fourniture d'armes à l'Ukraine et appelle à la diplomatie, mais DSA n'a joué aucun rôle important dans ce petit mouvement. DSA n'a pas non plus participé aux grandes manifestations ukraino-étatsuniennes dans plusieurs villes.

Pourquoi DSA est-elle dans cette situation, celle d'une organisation politique sans position sur la question centrale de politique étrangère du moment? Lorsque le sénateur Bernie Sanders s'est présenté en 2015 à la candidature démocrate pour la



DR

présidence en tant que socialiste démocratique, il a inspiré des centaines de milliers de jeunes, dont des dizaines de milliers ont rejoint DSA. Depuis, certainEs militantEs de DSA, se voulant anti-impérialistes, ont été attirés par les idées campistes, l'opinion selon laquelle les États-Unis sont la principale ou la seule puissance impérialiste et que la gauche devrait soutenir les États qui s'y opposent – comme l'Iran, la Syrie, la Chine et la Russie, le Venezuela et le Nicaragua, même s'ils s'agit de régimes autoritaires et dont la politique intérieure ne reflète pas les intérêts populaires.

Ayant atteint des dizaines de milliers de membres, DSA est également devenue la cible d'infiltrations par d'autres groupes de gauche : Parti communiste américain, plusieurs organisations trotskistes

dogmatiques et divers autres groupes. Le Parti du socialisme et de la libération (PSL), par exemple, a introduit des idées stalinienne dans DSA. Le PSL regarde avec regret la chute de l'Union soviétique, il exprime son soutien à la Corée du Nord, et dans la guerre actuelle de la Russie contre l'Ukraine, le PSL penche vers la Russie. Plusieurs de ces campistes ou stalinienEs ont été élus à l'organe de direction de DSA, le Comité politique national, où ils se sont heurtés à l'opposition d'un nombre égal d'internationalistes, ce qui a empêché DSA d'adopter une position significative sur la guerre russe en Ukraine.

### Vifs débats internes

Malheureusement, DSA n'a ni la volonté politique ni la capacité d'organiser des débats politiques sur

## ÉTATS-UNIS Le droit à l'IVG menacé

Aux États-Unis, les mobilisations se poursuivent pour protester face aux menaces qui pèsent sur le droit à l'avortement. L'occasion de revenir sur les dangers bien réels d'une éventuelle décision de la Cour suprême, et sur la nécessité de la solidarité internationale.



DR

Portée par les magistrats conservateurs de la Cour suprême, la remise en cause de l'arrêt Roe v. Wade permettrait donc à chaque État d'établir sa propre politique en matière d'avortement. 26 États projettent déjà d'interdire l'avortement ou d'en réduire l'accès à trois ou six semaines, à des moments où la plupart des femmes ne savent pas encore qu'elles sont enceintes. Ce sont donc des millions de femmes qui pourraient être privées de leur droit à avorter d'ici le mois de juillet, date prévue du rendu de la

décision de la Cour suprême. Cette charge pourrait aussi ouvrir la voie à d'autres attaques. En effet, c'est sur le même principe de jurisprudence du 14<sup>e</sup> amendement et du « droit à l'intimité » que, par exemple, le mariage gay avait été légalisé aux États-Unis.

### Se mobiliser face aux offensives réactionnaires

Les faits sont clairs : les restrictions à l'avortement ne réduisent pas le nombre d'avortements. Lorsque les délais légaux sont trop courts

le sujet, de sorte que la discussion a tendance à se dérouler dans des revues de gauche, par le biais des publications des courants de DSA ou sur les réseaux sociaux. Avec d'autres camarades de DSA, nous avons écrit des articles plaidant pour un soutien à l'Ukraine. Certains courants ont également publié des articles soutenant l'Ukraine ou ont hébergé des débats dans leurs pages. Pour d'autres, qui ont condamné l'agression russe, la guerre devient maintenant essentiellement une guerre par procuration où l'impérialisme US combat la Russie, et ils s'opposent donc à l'aide à l'Ukraine, autre que l'aide humanitaire. Sur les réseaux sociaux – comme le forum de discussion de DSA, Facebook, Twitter et d'autres – les débats sont au mieux hargneux et souvent vicieux. Il a été suggéré que ceux qui critiquent la Chine, la Russie, la Syrie ou soutiennent l'Ukraine sont des agents du Département d'État. Certains membres de DSA ont appelé au « ice-picking » (frapper avec un piolet) d'autres membres de DSA qui s'opposent au campisme – « ice-picking » est clairement une allusion au meurtre de Léon Trotski.

Quelques branches de DSA ont cependant hébergé des webinaires Zoom avec des orateurs ukrainienEs, y compris des invitéEs de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), une organisation socialiste démocratique en Ukraine qui s'oppose aux politiques néolibérales de Zelensky même si ses militantEs ont rejoint les bataillons de défense territoriale ukrainienEs pour combattre l'invasion russe. Pour ce qui nous concerne, moi et mes camarades, nous continuerons à pousser DSA à organiser des discussions et des débats sur la guerre et à appeler à soutenir l'Ukraine et la gauche ukrainienne.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

où lorsque l'IVG est interdite, les femmes sont forcées soit de se déplacer dans d'autres pays (ou pour les États-Unis dans des États moins restrictifs) soit de réaliser des avortements dans des conditions moins sécurisées et donc de se mettre en danger. Cela a des effets très directs par exemple pour les femmes les plus précaires ne pouvant pas se déplacer et qui n'auront pas d'autre choix que de poursuivre leur grossesse à terme ou de procéder à des avortements clandestins.

Une occasion supplémentaire, s'il en fallait une, de se rappeler que les droits des femmes sont infiniment fragiles. Chacune de nos victoires peut être remise en question, en particulier en cas de crise, dans une société patriarcale qui fait de nos corps des objets à contrôler. Pour que nos droits soient garantis, il nous faudra lutter sans cesse. Depuis l'annonce, des milliers de femmes ont manifesté aux États-Unis, ailleurs des rassemblement de solidarité ont eu lieu. Ce qui se passe aux États-Unis ressemble dramatiquement à ce qui se passe ailleurs et notre réponse doit toujours être celle de la solidarité féministe internationale.

Aurélien-Anne Thos

# FAMINES Crise alimentaire en Afrique

Dans cette tension mondiale de l'alimentation, l'Afrique reste le continent le plus vulnérable. Si les raisons de cette crise sont multiples, elles ont cependant un point commun, celui des choix politiques qui vont à l'encontre des besoins des populations.

## Spéculation et hausse des prix

L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine a accentué la crise alimentaire en Afrique de l'Ouest, mais elle ne l'a pas déclenchée. Avant la guerre, de fortes tensions apparaissaient sur l'approvisionnement des denrées provoquées par des actions spéculatives constatées à la bourse de Chicago, une des premières places boursières pour les produits agricoles.

Depuis quatre ans, le nombre de personnes victimes de malnutrition en Afrique de l'Ouest augmente de façon vertigineuse. Il a presque quadruplé pour atteindre près de 38 millions de personnes.

Le continent est sorti considérablement affaibli économiquement de la crise sanitaire du Covid-19. Contrairement à l'Occident, les pays africains n'ont pas eu les possibilités budgétaires d'adopter des politiques de relance, ou même simplement de financer des mesures sociales permettant d'atténuer la crise.

En Afrique la part du budget des ménages pour les dépenses liées à l'alimentation est très élevée. Par exemple, au Nigeria, le pays le plus peuplé, elles représentent 59% alors qu'en France la moyenne est de 13%. Les augmentations des prix des denrées, surtout quand elles sont importantes, deviennent un obstacle à la possibilité de se

La FAO tire le signal d'alarme sur la crise alimentaire. Les ONG humanitaires, dont OXFAM, indiquent dans une déclaration que c'est « la pire situation en dix ans » et Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU, parle d'un « ouragan de famines ».



WIKIMEDIA COMMONS

nourrir correctement pour une grande partie des populations. Au Burkina Faso le sorgho a augmenté de 37% et le mil de 50%. Globalement les prix des denrées sont plus élevés qu'en 2008, année des émeutes de la faim dans une trentaine de pays. À cela il faut ajouter le prix du carburant qui a doublé sur le continent.

## Baisse de la production

L'activité agricole est entravée par les multiples conflits armés qui sévissent dans la région, provoqués par les djihadistes et les milices communautaires. Le nombre de déplacés est estimé autour de 6,7 millions. Ce sont ainsi autant de bras qui manquent pour les travaux dans les champs. Au Sahel, les récoltes de céréales ont baissé de 12% par rapport à 2021, pour certains pays les baisses sont

encore plus importantes : - 15% au Mali, - 18% en Mauritanie et - 36% au Niger.

Dans le même temps, les États sahéliens, confrontés au défi sécuritaire, donnent la priorité budgétaire aux armées. Ainsi en dix ans, les dépenses en sécurité ont augmenté de 339% au Mali, 288% au Niger et 238% au Burkina Faso.

Quant aux organisations humanitaires, elles sont confrontées à une priorisation de l'aide des bailleurs en faveur des réfugiés ukrainiens et elles doivent faire face, elles aussi, aux augmentations des prix. La tonne de blé payé par le PAM (Programme alimentaire mondial) est passée de 290 \$ à plus de 400 \$ avec l'annonce de l'embargo de l'Inde.

Les problèmes rencontrés en Afrique de l'Ouest sont aussi présents dans la corne de l'Afrique.

Des pays comme l'Éthiopie ou la Somalie rencontrent des difficultés pour nourrir leur population. Avec là aussi une forte inflation, le coût d'un panier alimentaire a augmenté de 36% en Somalie et 66% en Éthiopie.

## Des choix politiques délétères

Cette situation n'est pas due à une quelconque fatalité mais principalement aux conséquences des politiques des dirigeants au niveau des pays riches, en refusant de prendre les mesures nécessaires contre le réchauffement climatique, en écrasant les pays africains sous la dette, en développant une politique de pillage des ressources naturelles et en favorisant les agrocarburants. Une première solution immédiate serait de « prendre dans les quantités de maïs produites pour les agrocarburants, 140 millions de tonnes aux États-Unis, soit la moitié, 85 millions de tonnes, et de les réorienter sur le marché de l'alimentation, pour couvrir les quantités manquantes et réduire la tension sur les prix des céréales » comme le souligne un chercheur du CIRAD, l'agence française d'agronomie pour le développement, cité par l'hebdomadaire *le Point*<sup>1</sup>.

Une mesure de bon sens qui sauverait des milliers de vie. L'adopter impliquerait un peu de courage politique pour aller à l'encontre du modèle productiviste de recherche du profit.

## Paul Martial

1 - Sylvie Rantrau, « Crise alimentaire, inflation : le Sahel en état de siège », lepoint.fr, 6 mai 2022.

# PHILIPPINES Premiers éclairages sur l'élection présidentielle

Le 9 mai dernier, le clan des Marcos a reconquis ce pouvoir dont il avait été écarté depuis la chute de la dictature en 1986. En contrepoint, la campagne menée par Leni Robredo, arrivée en deuxième position, a ouvert un espace de résistance aux forces progressistes.

De nombreux scrutins, locaux et nationaux, ont lieu un jour d'élection générale aux Philippines. On s'en tiendra ici à la présidence et à la vice-présidence – soit deux votes séparés, les vainqueurs pouvant appartenir à deux partis opposés.

On ne saurait parler d'élections libres tant le président sortant, Rodrigo Duterte, a banalisé un régime de terreur (multiplication des exécutions extrajudiciaires, arrestation arbitraire d'opposants...), assurant l'impunité aux forces de répression, engageant dans la dernière période une guerre à outrance contre des mouvements progressistes dans la grande île méridionale de Mindanao. Dans un rapport publié le 17 mai, une mission d'observation mandatée par la ICHR<sup>2</sup> relève nombre de problèmes : niveau élevé de dysfonctionnements du système électronique de vote, mauvaise tenue des listes électorales, campagnes de dénigrement de candidats et fake news via les réseaux sociaux,

menaces contre les « rouges » (réels ou supposés)...

## Le retour du clan Marcos

Les alliances entre grandes familles politiques jouent un rôle prépondérant dans les institutions philippines, les principaux clans provinciaux étant en mesure de contrôler le Parlement. Une alliance gagnante s'est constituée autour des Marcos et des Duterte, Ferdinand Marcos Jr, « Bongbong » (BBM), le fils du dictateur, se présente à la présidence et Sara Duterte, la fille de l'autocrate, se présentant à la vice-présidence. Aujourd'hui, les Marcos ramassent la mise. Ils aspirent à retrouver leur puissance et leur richesse d'antan. Pouvoir et argent sont au cœur des joutes électorales. Une élection coûte très cher et la gagner doit beaucoup rapporter. Les flux d'argent que les élus contrôlent leur permettent de distribuer des postes lucratifs et d'alimenter les réseaux de patronage, nouant un rapport plus profond que le simple achat de vote (qui existe aussi),

impliquant une certaine réciprocité pour assurer dans la durée une base clientéliste.

## Leni Robredo : la dynamique d'une campagne

La Commission électorale (Comelec) n'est pas réputée pour sa probité. Elle accorde 59% des voix à Bongbong et 28% à Leni Robredo – le candidat suivant n'en obtenant que 7%. La candidate d'opposition a rassemblé des votes venus de divers horizons, sa campagne a connu une véritable dynamique militante. Ce n'était pas gagné d'avance.

Vice-présidente du Parti libéral, Leni Robredo était identifiée au clan des Aquino. Or, Ferdinand Marcos (le père) avait fait assassiner Benigno Aquino en 1983 et sa veuve Corazon avait été portée au pouvoir lors de la « révolution de 1986 », le dictateur devant être exfiltré par Washington. La confrontation électorale semblait être le énième épisode du conflit perpétuel entre ces deux grandes familles. Or, une grande partie

des PhilippinEs ignorent ce que furent les temps de la dictature ; en revanche, ils ont vécu l'avortement des promesses de réformes progressistes de 1986. C'est l'une des raisons qui expliquent que le temps était venu pour les Marcos de prendre leur revanche.

Leni Robredo, dont l'intégrité personnelle est reconnue, a réussi à sortir ce cadre imposé, incarnant une alternative démocratique face au bloc Marcos-Duterte. Menant une campagne de terrain, elle a constitué le Pink Movement<sup>3</sup>, ouvert à de nombreuses organisations syndicales, sociales, civiques, réseaux de volontaires, avec le soutien de nombreux jeunes et de partis de la gauche militante. Compte tenu des circonstances, que la Comelec ait dû la créditer de la deuxième place est un signe de succès.

Cette expérience doit, pour celles et ceux qui ont mené campagne, assurer les fondements d'une résistance durable à la présidence Marcos (qui prendra effet le 30 juin). Là encore ce n'est pas gagné d'avance, mais l'impulsion est donnée. Lors d'un rassemblement, le 13 mai, Leni Robredo a ainsi déclaré que « ce jour n'est pas une fin, mais le début d'un nouveau chapitre ».

## Pierre Rousset

1 - La plus connue, incarcérée depuis 5 ans, est la sénatrice Leila de Lima.

2 - The International Observer Mission, sponsorisée par l'International Coalition for Human Rights in the Philippines (ICHRP).

3 - Mouvement rose – chaque candidature se voit décerner une couleur pour aider l'électorat à s'y retrouver.

## UKRAINE

# « Nous luttons pour la victoire de l'Ukraine »

Nous publions de larges extraits d'une déclaration de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), organisation de gauche ukrainienne, rendue publique à l'occasion de la visite d'une délégation de solidarité internationale début mai (lire page 12).

Le 24 février 2022, l'impérialisme russe a lancé une agression contre l'Ukraine. Depuis plus de deux mois, le peuple d'Ukraine a combattu dans une bataille inégale les forces d'occupation, perdant des centaines de vies et endurant des destructions massives. Alors que nombre de politiciens à l'Ouest comme en Russie pronostiquaient que l'Ukraine tomberait en peu de jours, la grande mobilisation du peuple ukrainien dans toutes les sphères de la vie et le combat héroïque de la résistance ukrainienne montrent à quel point cette prise de position est erronée. De nombreux pays européens continuent de financer la machine de guerre russe en achetant du pétrole et du gaz russes.

## Le besoin de solidarité internationale

Dans le même temps, le peuple ukrainien est lésé par les réformes adoptées dans l'intérêt des plus riches, avant et même pendant la guerre. Ces décisions politiques ont pour effet de déplacer le fardeau de la guerre sur la majorité de la population. Les exemples sont la réduction des garanties des droits du travail pour les employéEs et la réduction des impôts pour les propriétaires d'entreprise. Ces changements s'accompagnent d'une réduction croissante de la sphère sociale, qui crée des conditions insupportables pour les UkrainienEs touchés par la guerre. Dans ces circonstances, l'Ukraine continue d'honorer ses obligations envers le FMI et d'autres créanciers. Au lieu d'enrichir les créanciers et les banquiers mondiaux, cet argent devrait aller à la défense du pays et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. [...]

La destruction des infrastructures, de la production et des quartiers résidentiels soulève la question de la reconstruction de l'Ukraine : à quelles conditions et à quel coût la reconstruction aura lieu après la guerre, c'est une question urgente. Une reconstruction fondée sur la primauté de la politique néolibérale conduira à une pauvreté et à une oligarchie encore plus grandes. [...]

La réponse à l'agression russe doit être la solidarité des peuples du monde. La victoire de l'Ukraine dans la guerre affaiblira les régimes autoritaires en Syrie, au Bélarus et dans d'autres pays, ce qui donnera au monde une réelle occasion d'avancer vers un développement démocratique incluant la justice sociale et environnementale. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine sera un pas contre la domination du néolibéralisme, fondée sur l'inégalité et l'exploitation. [...]

## Des revendications internationalistes

Notre gauche, les syndicats, les féministes et les défenseurs des droits de la personne luttent pour la victoire de l'Ukraine et promouvoir sa prospérité après la guerre, notamment :

- le retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine, particulièrement des territoires occupés des régions de Donetsk et de Lougansk et de la République autonome de Crimée ;
- l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine, ainsi que l'imposition de sanctions sévères à l'encontre la Russie ;
- l'introduction d'un programme social de reconstruction de l'Ukraine, visant à aider la population du pays, plutôt qu'à enrichir les élites commerciales ;
- la renonciation à l'achat de combustibles fossiles russes, en entrant dans une véritable transition énergétique pour remplacer les combustibles fossiles par des achats provenant d'autres sources ;
- l'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine et de l'impossibilité de retirer des fonds à l'étranger ;
- le soutien à tous les réfugiéEs, indépendamment de leur nationalité, origine ethnique, religion, etc. ;
- l'abolition de toutes les lois et des pratiques discriminatoires ;
- la fin des réformes antisociales en Ukraine et abolir les frais administratifs élevés qui entravent la participation de la classe ouvrière à la vie politique.

# FACE À MACRON ET L'EXTRÊME DROITE



# LA NÉCESSITÉ D'UNE GAUCHE DE COMBAT

## DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUX ENJEUX MULTIPLES

*Si les élections ne font pas tout et n'expriment que de manière très déformée les rapports de forces politiques et sociaux, nous ne pouvons pas être indifférents aux dynamiques qui se développent à l'occasion des élections législatives, et aux futurs résultats de ces dernières.*

**A**près une élection présidentielle marquée par un phénomène de polarisation entre trois blocs (macronisme, extrême droite et Union populaire), le principal enjeu des élections législatives est de savoir si Macron va pouvoir obtenir une majorité à l'Assemblée lui permettant de poursuivre sans encombres sa politique de casse sociale. Le second enjeu, qui lui est lié, est celui de la cristallisation de la dynamique d'opposition à Macron et de sa traduction électorale : est-ce l'extrême droite, forte de ses 42% au second tour de la présidentielle, qui va la capter, ou est-ce la Nupes, qui incarne, malgré toutes ses limites, une volonté de combattre Macron « sur sa gauche » ?

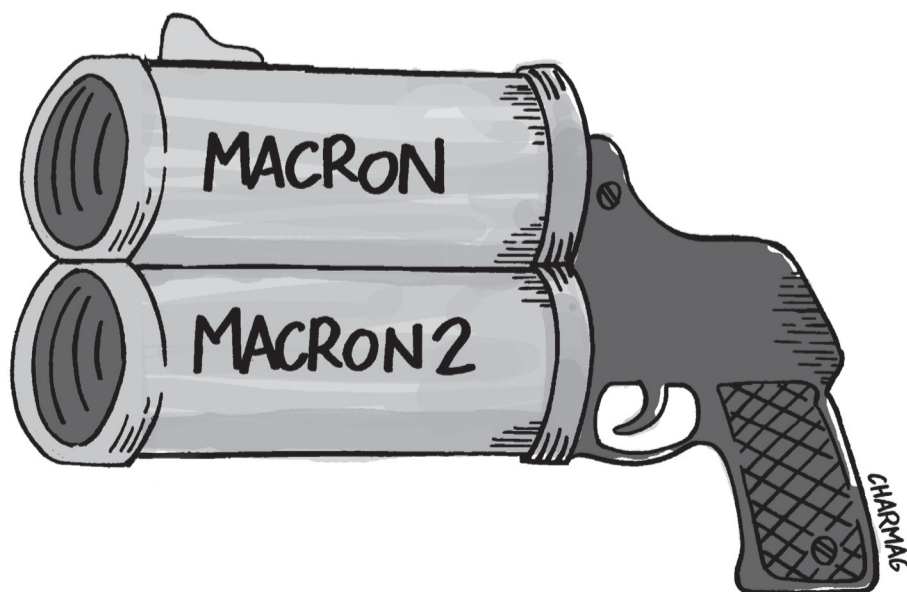
### Des pronostics ?

À ce stade, difficile de faire des pronostics. Les sondages préélectoraux, dont on sait qu'ils ne sont pas toujours fiables, semblent indiquer une dynamique autour

de la Nupes, mais qui ne se traduira pas mécaniquement en termes d'élus à cause du mode de scrutin – uninominal à deux tours. L'abstention, beaucoup

plus élevée aux législatives qu'à la présidentielle, pourrait jouer un rôle déterminant : on se souviendra ainsi qu'en 2017 il n'y avait eu qu'une seule triangulaire

sur les 577 circonscriptions, le seuil pour se qualifier au second tour étant fixé à 12,5% des inscrits, soit 25% des voix avec une abstention à 50%.



Les mécanismes de la 5<sup>e</sup> République, renforcés par le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, sont tels que l'hypothèse la plus probable est que Macron obtienne une majorité à l'Assemblée. C'est ce qu'indiquent les fameux sondages de « projection en sièges », et c'est aussi ce que voudrait la logique des « votes barrages » au second tour : contre l'extrême droite en cas de duel majorité présidentielle-RN, et contre un Mélenchon diabolisé en cas de duel Nupes-majorité présidentielle. Mais la situation d'instabilité politique et la faible légitimité du pouvoir Macron pourraient déjouer, du moins en partie, les pronostics, et rien n'indique à cette heure que la macronie triomphera aux législatives.

### Gauche de rupture

C'est dans ce cadre général que le NPA a déterminé sa politique pour les élections législatives. Face à la montée de l'extrême droite et au danger fasciste, contre le

nouveau mandat de cinq ans de Macron et de ses sbires organisant les attaques antisociales et autoritaires, nous souhaitons qu'une majorité de gauche de rupture, ou tout du moins le plus d'élus possible, puisse s'installer à l'Assemblée. Nous pensions donc qu'une dynamique d'union aurait été un signal positif en direction du mouvement social et des luttes, redonnant confiance aux opprimés et aux exploités. La perspective d'organiser les résistances et d'arracher de nouveaux droits par tous les moyens, aurait dû nous unir.

C'est pourquoi nous avons entamé des discussions avec l'Union populaire, qui n'ont malheureusement pas abouti, pour des raisons que nous avons déjà exposées dans nos colonnes. Malgré cet échec, nous avons conscience que l'aspiration légitime à l'unité est toujours là, et que pour des millions de jeunes et de travailleurs, la Nupes, malgré ses limites et ses contradictions, incarne une opposition à Macron et à l'extrême droite qui refuse de se soumettre aux canons du néolibéralisme. C'est pourquoi nous avons décidé de nous investir, dans la majorité des circonscriptions, dans le soutien aux candidats de la Nupes, tout en n'écartant pas la possibilité, dans des lieux où les candidats labellisés Nupes incarnent une continuité avec le social-libéralisme, d'impulser ou de soutenir des candidatures autonomes.

### Se préparer aux combats de demain

Élire le plus de députés incarnant une gauche de rupture est un enjeu en soi, qui pourra peser sur le quinquennat à venir. Mais cet enjeu ne peut être isolé de celui de la reconstruction globale des rapports de forces sociaux, élément déterminant pour faire face à l'offensive du patronat et de son personnel politique, pour résister au rouleau compresseur néolibéral, pour arrêter de perdre des droits et rendre crédible la perspective d'en gagner de nouveaux. Nous savons en effet que si les élections cristallisent, de manière déformée, les rapports de forces entre les classes, elles ne sont jamais en elles-mêmes et à elles seules le moyen de les modifier en profondeur. C'est pourquoi, comme nous l'avons fait durant la campagne présidentielle, nous posons dans cette campagne législative la question de la nécessaire construction des mobilisations et de la reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre classe.

Le programme de Macron est en effet clair : la poursuite, et même l'accélération de l'offensive contre nos droits et nos conditions de vie et de travail, sur fond de cours raciste-autoritaire. L'extrême droite, même si elle est plus discrète dans la campagne électorale, est toujours là, en embuscade, et n'a pas dit son dernier mot. Un nouveau quinquennat durant lequel Macron aurait les mains libres à l'Assemblée se déroulerait dans tous les cas sous la pression toujours plus forte de l'extrême droite et de ses idées, avec la forte probabilité que, comme durant les cinq premières années de présidence macronienne, le RN et ses sbires continuent de progresser. Il y a donc un enjeu majeur à faire entendre autre chose durant cette campagne législative, et à en faire un outil pour se préparer aux combats de demain, inévitables et indispensables.

# POUR SON ACTE II, MACRON VEUT DES DÉPUTÉ·E·S TOUJOURS PLUS À SA BOTTE

On se souvient de la façon dont, en 2017, Macron et son entourage avaient organisé le « recrutement » des députéEs LREM. L'épisode des investitures pour les élections législatives avait ainsi été l'un des premiers révélateurs de la « méthode Macron ». En 2022, rien – ou presque – n'a changé.



En 2017, les futurs députéEs avaient été recrutés sur CV, après un appel à candidatures, par une « commission » composée de proches de Macron, soit une méthode à peu près similaire à celles employées dans les grandes entreprises privées. Un mimétisme guère surprenant lorsque l'on connaît le pédigree de Macron et de son entourage, mais dont la portée politique était loin d'être anodine.

Ce n'était certes pas la première fois que des partis politiques importaient des techniques du privé. Toutefois, cette présélection des députéEs ne pouvait être réduite à un simple phénomène d'importation de ces méthodes. En effet, du fait de ce processus de « recrutement », la légitimité des députéEs macronistes ne leur est pas venue de leur éventuelle base locale ou d'un parti qui les aurait investis, mais de leur « sélection », d'en haut, par l'entourage de Macron. Des « sélectionneurs » qui étaient majoritairement des technocrates sans implantation politique, et qui ont ensuite été appelés à être conseillers de l'Élysée, membres des cabinets des ministres, voire ministres. En d'autres termes, c'est le futur exécutif qui a sélectionné à l'avance le futur législatif.

## « Une majorité "stable" et "loyale" »...

En 2022, les choses ont peu changé. Malgré les nombreuses erreurs de casting en 2017, Macron a en effet réussi à conserver, durant cinq ans – certes au prix d'une alliance avec le Modem, une majorité à l'Assemblée lui permettant de faire passer tous ses projets, avec des députéEs dociles et dépendants de lui pour leur éventuelle réélection. Il n'est dès lors guère surprenant que les investitures de la majorité présidentielle en 2022 concernent en très grande majorité des sortants, avec toujours la volonté d'un contrôle, sans

contestation possible, de l'exécutif sur sa majorité parlementaire. Comme le résume Ilyes Ramdani pour *Mediapart* : « La majeure partie des parlementaires sortants sera bien sur la ligne de départ le 12 juin prochain. Même celles et ceux qui ont brillé par leur discrétion en circonscription ou à l'Assemblée nationale. Un choix qui s'explique par la volonté du président d'avoir une majorité "stable" et "loyale", comme l'a martelé le président de l'Assemblée nationale en lançant la campagne. Autrement dit, d'éviter que les barons locaux n'acquiescent un pouvoir de nuisance en propulsant leurs proches au Palais-Bourbon. »<sup>1</sup> Les promesses d'« ouverture » ont fait long feu, et la plupart des « nouveaux » et « nouvelles » candidatEs sont en réalité eux-mêmes et elles-mêmes issus de l'appareil macroniste : des technocrates loyaux, sans base, parachutés dans des circonscriptions facilement gagnables. Selon des sources citées dans divers articles de presse, Emmanuel Macron a personnellement validé l'ensemble des investitures. Y compris, au passage, les plus « problématiques », comme celle du député Jérôme Peyrat, condamné pour violences conjugales, réinvesti avant d'être, face au scandale montant, débranché.

## ... pour un programme de régression sociale

Ces phénomènes ne traduisent pas seulement une obsession du contrôle chez Macron. Il s'agit pour lui et son équipe d'éviter toute forme de contestation « interne » en exerçant une domination sans partage sur les éluEs de la majorité présidentielle à l'Assemblée. À la tête d'un exécutif mal élu et disposant d'une base sociale réduite, le manager Macron et ses chefs d'équipe, pour la plupart issus de la « nouvelle économie » et des grandes écoles de commerce, entendent continuer d'exercer le pouvoir comme s'ils administraient une

start-up ou un cabinet d'avocats de Wall Street : une vitrine décontractée et moderne, mais une gestion brutale et autoritaire des « ressources humaines ». Une gestion autoritaire qui est le corollaire des projets particulièrement brutaux du président Macron, qui sait qu'ils seront rejetés par la majorité de la population. À commencer par sa contre-réforme des retraites. Macron l'a en effet annoncé durant sa campagne : il a pour projet de faire reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Dans son programme présidentiel, cette proposition est précédée d'une formule lapidaire mais sans ambiguïté : « Il faut être clair. Si l'on veut financer les dépenses publiques essentielles et baisser les impôts, on doit continuer à travailler collectivement davantage. » Voilà qui est « clair ». Les propositions concernant les retraites sont explicites : augmentation de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, retour du projet de retraites par points. Dans le programme présidentiel, cela donnait : « Le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans ; la suppression des principaux régimes spéciaux (EDF, RATP...) pour les nouveaux entrants, comme nous l'avons fait pour la SNCF ; une poursuite des concertations sur un régime universel plus simple, seulement pour les générations futures, en construisant les compromis nécessaires. »

Avec en prime : « Proposer un cumul emploi-retraite plus simple et plus avantageux, pour ceux qui souhaitent travailler plus longtemps et effectuer une transition souple vers la retraite. » Autant le dire : ce qui nous attend n'est rien d'autre qu'une vaste offensive contre le système de retraites, elle-même inscrite dans un projet de régression sociale assumée (conditionnement du RSA, poursuite de la destruction du système d'assurance chômage, etc.).

1 – Ilyes Ramdani, « Sortants, conseillers et parachutés : la "réinvention" macroniste ne passera pas par l'Assemblée », *Mediapart*, 10 mai 2022.

# LES CONTRADICTIONS DE LA NUPES

Le NPA a accepté, après la présidentielle, de s'inscrire dans un processus de discussions avec l'Union populaire. Il s'agissait pour nous d'aider à la victoire d'une gauche recomposée, qui n'est pas perçue comme participant loyalement à la gestion du capitalisme, accompagner cette dynamique, nous lier à un milieu très large qui veut peser sur la situation, changer le rapport de forces et imposer des revendications sociales, pour prolonger cette dynamique dans la construction des luttes<sup>1</sup>.

Hélas l'accord n'a pas pu se faire car la direction de l'UP a privilégié un accord avec le PS. Cela découle de la volonté, indiquée dès le début par la direction de l'UP de « construire une dynamique majoritaire ». Nous avons interprété naïvement – mais en politique la naïveté est une qualité, une forme d'optimisme de la volonté si elle ne se transforme pas en opportunisme – cette formule comme une volonté de conquérir la majorité à l'Assemblée, ce avec quoi nous étions d'accord, alors qu'on nous demandait en réalité d'être prêts à tout compromis avec ceux qui accepteraient Mélenchon comme Premier ministre. Cela a conduit à la recherche de compromis de plus en plus à droite, d'abord avec EÉLV, puis avec le PS, tant sur le rapport de forces que sur les questions programmatiques.

## L'acceptation du cadre du système

Le programme de l'UP a été bâti sur la base des discussions au sein de groupes de travail, élaborés par des intellectuelEs réformistes radicaux, syndicalistes, chercheurEs, militantEs, à partir de ce qu'ils et elles analysent être les besoins sociaux. Il existe une distance entre ces derniers et ces militantEs, l'aristocratie ouvrière moderne, sincèrement préoccupés par les besoins sociaux des classes populaires mais bénéficiant néanmoins de conditions de vie plus favorables et étant plus intégrés au capitalisme par leur place dans la société.

Ce rapport au système est concrétisé par le slogan « Mélenchon Premier ministre ». Ce mot d'ordre vise à conserver la dynamique électorale de la présidentielle. Mais cela opère une continuité entre la fonction présidentielle, hautement antidémocratique, et la recherche d'une majorité parlementaire, effaçant au passage les critiques subversives de la 5<sup>e</sup> République inscrite dans le programme de Mélenchon autour de la 6<sup>e</sup> République. Exit la suppression de la fonction présidentielle, la proportionnelle intégrale, etc. Lors des discussions programmatiques avec l'Union populaire, le NPA a proposé une augmentation uniforme des salaires. Cette proposition a été refusée avec le même motif que cela ne fait pas partie des prérogatives du Premier ministre, du gouvernement et de

l'Assemblée, mais qu'il faudrait organiser une conférence sociale entre les syndicats et le Medef pour en parler...

Au fond, la transformation de l'UP en Nupes, sous pression des enjeux des législatives et de la volonté d'être crédibles dans ces élections, correspond sur le plan programmatique à un niveau supérieur d'acceptation du cadre institutionnel de la 5<sup>e</sup> République.

## Le rapport de la Nupes aux luttes sociales

L'Union populaire a réussi à fédérer une grande partie des militantEs des dernières luttes significatives : des figures des grèves de TUI, de l'Ibis Batignolles, de la RATP par exemple, qui avaient pourtant créé dans l'action des liens avec l'extrême gauche. La plupart des intellectuelEs de la gauche radicale ont également rejoint les rangs de l'UP, contribuant d'ailleurs à sa solidité programmatique.

Mais, en pratique, ce sont naturellement les couches supérieures qui dominent le Parlement de l'UP : enseignantEs, éluEs, permanentEs politiques ou syndicaux, car la place des travailleurEs du bas de l'échelle est mécaniquement réduite par la faiblesse des luttes sociales, et qu'ils et elles doivent faire face à l'impossibilité de libérer du temps pour s'investir dans les discussions stratégiques.

Cette tendance est renforcée par la méthode de constitution des candidatures pour les élections législatives : l'appareil naissant doit donner une place aux figures militantes qui se sont investies, qui animent les structures et aspirent à avoir une place dans l'animation politique que permet une place à l'Assemblée nationale. Ainsi, la Nupes n'échappe pas à la tendance habituelle dans les organisations de gauche à parachuter des figures dans des circonscriptions populaires, facilement gagnables, indépendamment d'équipes militantes qui pourraient exister. La caricature est encore plus forte quand les candidatures sont issues du Parti socialiste, voire des recyclages du macronisme.

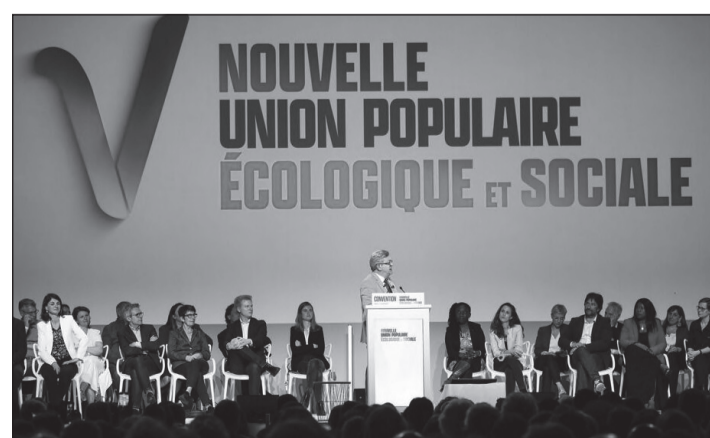
Au point que des ruptures s'opèrent : Jérôme Lambert, opposé au mariage pour touTEs, a dû être écarté en Charente, tandis que plusieurs candidatures, dont celle de Hubert Julien-Laferrrière dans le Rhône, permettent des candidatures alternatives soutenues par des secteurs du PCF et de La

France insoumise. Mais le mal est fait vis-à-vis d'un collectif comme « On s'en mêle », qui constate que la place des candidatures et équipes militantes issues des quartiers populaires a été fortement réduite. Les rapports aux militantEs issus des luttes sont donc contradictoires : d'un côté la Nupes se nourrit des luttes, leur donne la parole et est une occasion de donner confiance aux classes populaires pour en créer, de l'autre elle absorbe certainEs, en écarte d'autres, ce qui renvoie à la fonction intégrative de la démocratie bourgeoise, capable de faire entrer la contestation dans les institutions pour la sortir de la rue. Les jeux ne sont pas encore faits de ce point de vue, car il existe des contretendances, avec par exemple Danièle Simonnet qui explique en AG de circonscription qu'il faudra des luttes, que la Nupes gagne ou non, car « le système résistera », ou les paroles de Rachel Kéké, qui veut faire entrer la parole de celles et ceux d'en bas dans l'Assemblée.

## Le NPA et les candidatures Nupes

Au vu de ces dynamiques contradictoires et de la situation générale, le NPA a décidé de soutenir les candidatures de la Nupes là où elles sont en rupture avec le libéralisme, et de tenter de construire des candidatures alternatives là où elles ne le sont pas. La participation à des campagnes Nupes se combine avec quelques points sur lesquels nous pouvons marquer notre différence sans tirer en arrière la dynamique. Nous refusons toute dérive sur les fonctions régaliennes, qui concrétisent de façon crue le rapport à l'appareil d'État, en étant particulièrement attentifs à ce qui s'exprime sur la police, l'armée, les frontières et l'impérialisme. En particulier, nous défendons la régularisation des sans-papiers, le droit de vote des immigréEs. Nous défendons également une campagne démocratique, dont le contenu ne doit pas être décidé par les candidatEs et leur directeur ou directrice de campagne, mais par des cadres collectifs associant le plus grand nombre. Enfin, nous insistons sur la nécessité de construire les luttes sociales et pour que les collectifs militants construits dans la campagne soient capables de se convertir en outils de lutte après la campagne, particulièrement pour la défense des retraites et les salaires. Le NPA défend cette politique dans plusieurs dizaines de circonscriptions, nous pourrions en tirer les bilans rapidement. Le NPA présente en outre des listes alternatives dans une grosse dizaine de circonscriptions, en particulier contre des candidatures Nupes issues du Parti socialiste, d'EÉLV... voire de LREM. Les équipes sont comprises, souvent soutenues plus ou moins discrètement par des militantEs LFI ou PCF. Nous y reviendrons.

1 – Extrait de Antoine Larrache, « L'avènement d'une nouvelle gauche », revue mensuelle *l'Anticapitaliste* n°135, mai 2022.



## PERSONNES ÂGÉES À Saint-Denis comme ailleurs, les politiques en vigueur rationnent

En début d'année, le livre *les Fossoyeurs a remis la lumière sur les conditions d'hébergements, de soins et d'exercice dans les structures privées à but lucratif comme Orpea. Mais les collègues exerçant dans les structures publiques ont également reconnu immédiatement des éléments de leurs conditions de travail...*

**T**oilettes à la chaîne, manque de temps pour accompagner aux WC, effectuer les changes, pour accompagner au repas (et qualité des repas!), pour veiller aux soins, pour assurer l'hygiène des locaux... Elles et ils dénoncent le fait de ne plus avoir de temps de relationnel avec les personnes âgées et, au mieux, réussir tout juste à effectuer des soins corrects.

### Aucun budget pour des embauches pérennes

Le CH de Saint Denis (93) est un hôpital public, l'EHPAD et l'Unité de soins de longue durée (USLD) gériatrique sont soumises à des budgets arrêtés par l'Agence régionale de santé (ARS), le Conseil départemental (CD) du 93 et la direction. Le nombre strict de personnel est défini, pour plusieurs années.

Cette année, les USLD du CH de Saint-Denis doivent augmenter en surface pour permettre à chaque résidentE de bénéficier d'une chambre individuelle : c'est 750 m<sup>2</sup> supplémentaire, le bâtiment est construit. Mais aucun budget pour des embauches pérennes n'est prévu ! Pire, une décision du CD 93 de février dernier reconduit à l'identique les budgets de 2021.

Pourtant, depuis juin 2021, et même avant, les collègues alertent sur la nécessité de moyens humains supplémentaires : l'augmentation des surfaces accroît encore la charge de travail et le risque de maltraitance, ne serait-ce que par l'isolement des personnes âgées... Plusieurs courriers ont été envoyés à la direction, et aussi dernièrement à l'ARS et au CD du 93. Les collègues ne lâchent pas : l'omerta c'est fini !

Pas d'ouverture de l'extension des locaux sans moyens humains supplémentaires ! Pour des conditions de travail dignes et un soin digne des personnes âgées ! La direction a commencé à plier sur quelques postes, malheureusement très insuffisants : toutes et tous ensemble, faisons-les lâcher le fric pour embaucher !

Correspondante



Signez et partagez la pétition des collègues d'USLD du CH de Saint Denis : elle explique la situation et revendique les moyens humains nécessaires (n'oubliez pas de valider votre signature dans votre boîte mail) : <https://www.change.org/PourLaBientraitanceDesPersonnesAgées>

**C**ar des raisons de se battre, il y en a. La question de la sécurité au volant est très présente. « Avec la nouvelle organisation du travail, ils nous mettent en danger. Eux ils appellent toujours ça des "améliorations", mais ce qui va augmenter c'est surtout l'accidentologie. Quand tu travailles six jours de suite, avec un service en deux fois samedi, tu ne peux pas te reposer. L'augmentation du temps de conduite augmente mécaniquement le danger, pour moi et pour les voyageurs. Et les 90 euros qu'ils proposent ça ne compense pas le risque d'accident. Quand t'as un accident, c'est ta responsabilité qui est engagée, tu peux te retrouver embarqué avec les menottes aux poignets ! » Une traminote explique : « En bus et sur le tram, c'est les mêmes conditions de travail. Sauf que quand quelqu'un te grille la priorité, tu ne peux pas donner de coup de volant. Soit tu t'arrêtes à temps, soit c'est l'impact. Il faut être hyper vigilants. C'est épuisant et aucune disposition n'est prise pour se reposer. – Pour moi c'est clair, sur une course tu risques de faucher une dizaine de personnes en moyenne. Limite je rentre je suis content de n'avoir tué personne. » Au-delà du risque d'accident, des travailleurEs évoquent l'impact sur leur propre santé : « Les rythmes changent tout le temps, un coup t'es du matin, un coup du soir. Tu ne manges jamais à la même heure. On ne va pas faire ça jusqu'à 65 ans ! Le corps ne suivra pas. Déjà quand je suis rentrée il y a une quinzaine d'années, on voyait les avis de décès des collègues qui venaient de prendre leur retraite, dès les six premiers mois. »

### « Il nous manque 500 euros, pas par an, mais par mois »

Qui, mieux que les conducteurs, peut savoir dans quelles conditions ils devraient travailler ? Mais pour les décideurs, c'est le profit avant tout. Les grévistes revendiquent aussi sur le terrain du salaire : « Même ce que demandent les syndicats comme augmentation c'est pas suffisant. On est tous d'accord qu'il nous manque 500 euros, pas par an, mais par mois ! »

## RATP Jour de grève réussi

Lundi 23 mai au matin, des grévistes de la RATP se retrouvent devant leur dépôt. Les taux de grévistes oscillent entre 50 et 60 %. Si certains bus sortent, d'autres lignes sont complètement fermées ! « Sur les 900 du dépôt, on est 646 à faire grève sur les trois jours. – Et les autres dépôts ? – Il y a du monde aussi, t'inquiètes. » La grève est largement suivie, les piquets un peu moins. Mais pas de quoi entacher l'humeur déterminée des présentEs.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Les conversations se poursuivent dans le métro, autre branche de la RATP. Certains grévistes aimeraient bien convaincre les collègues de rejoindre le mouvement, contre la division qui fait le jeu des patrons. Le point de rendez-vous de lundi était l'ancien ministère des Transports, où des grévistes des différents dépôts se rejoignent, à plus de 200. Des équipes de la maintenance et des métros sont aussi présentes. Dans tous les coins, on discute encore des bas salaires, de l'inflation, des conditions de travail qui sont déjà insupportables. « Ils font le contraire de ce qu'il faudrait faire. Moi je suis pour partager le travail entre tous. Mais ils suppriment des postes et mettent la pression sur les conducteurs. Ils pourraient supprimer le chômage, beaucoup de gens ont leur permis ! Mais comme les patrons veulent beaucoup de profits, il y a du chômage. » Comment peser contre les patrons ? Les grévistes discutent aussi de la suite de la mobilisation. Chacun est convaincu que sans bagarre, pas de victoire.

### « Le conflit pourrait devenir régional »

Cette grève massive est l'occasion de dénoncer tous ensemble la dégradation des conditions de travail et la mise en place du Cadre social territorialisé (CST) au 1<sup>er</sup> juillet. Alors même si, lundi, les syndicats ont annoncé que la direction avait déjà reculé le décret d'application d'un mois, il faudra continuer pour lui faire complètement ravalier ses attaques. Son programme c'est la multiplication des services en deux fois, une augmentation des heures de travail, jusqu'à 10 heures de conduite possible, la suppression de la compensation d'une heure en cas de fortes chaleurs l'été, la possibilité pour les chefs de modifier les horaires 24 heures à l'avance, on en passe et des pires. En bref, un « nouveau » plan d'attaque des conditions de travail pour être plus « compétitifs » lors de l'ouverture à la concurrence, même si cette dernière n'arrivera pas avant des mois. Ce plan n'a pour l'heure pas reçu la bénédiction des directions syndicales – encore heureux ! Une délégation de syndicalistes qui a été reçue par le ministère redescend, et rapporte les échanges. Personne n'en attendait grand-chose. « Nos organisations syndicales sont opposées à l'ouverture à la concurrence. S'ils ne veulent pas nous entendre, le conflit pourrait devenir régional ! » Chiche ?

### « Les salariéEs ont choisi la lutte ! »

Dans bien des coins, les collègues du transport – et pas que – ont depuis longtemps elles et eux aussi toutes les raisons de se battre pour améliorer leurs conditions de travail. Des salariéEs de Transdev et Keolis regardent sans doute vers la grève de la RATP. La meilleure réponse au patronat du transport n'est pas la défense de la RATP pour elle-même, mais serait un mouvement d'ensemble de touTEs les machinistes, et même de touTEs les travailleurEs du secteur.

Un gréviste raconte : « La direction milite pour son plan, en passant du temps dans la salle de pause à expliquer aux salariéEs qu'ils feraient mieux de mettre la pression à leur syndicat pour qu'ils signent, et ainsi tout le monde aurait un quatorzième mois. » Il faut croire que la direction ne sait pas à qui elle a affaire. Comme le disait un autre gréviste : « Les salariéEs ont choisi, ils ont choisi la lutte ! » Le rendez-vous est donné : dès le lendemain, sur les piquets, puis à la gare de Lyon pour faire transpirer la direction.

CorrespondantEs



## l'Anticapitaliste la revue

Le n° 135 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



POUVOIR D'ACHAT

## Assez d'enfumage

Lundi 23 mai, le ministre de l'Économie Le Maire a réuni les organisations patronales pour discuter du pouvoir d'achat. Du blabla supplémentaire pour éviter la seule mesure qui compterait : la hausse des salaires.

**L**e gouvernement prépare un projet de loi sur le pouvoir d'achat ; c'est annoncé en boucle sur les radios et télévisions. En fait, ce serait d'abord la reprise des mesures prises avant les élections concernant

les prix de l'énergie (avec les « boucliers tarifaires » sur le gaz et l'électricité, la « ristourne carburants »). Il y aurait aussi un « chèque alimentation » et le maintien de la « prime Macron » qui serait augmentée et va changer de nom. Plus



# EHPAD Orpea : de scandale en scandale

Le 18 mai 2022, le titre Orpea, premier groupe privé de maisons de retraites en France et dans le monde, chutait de 19,17% à la bourse de Paris, suite à de nouvelles révélations de Mediapart.

**A**ux scandales mis en lumière par le livre *les Fossoyeurs* de Victor Castanet, sur les conditions d'accueil indignes et la maltraitance institutionnelle, liés à la soif de toujours plus de profits, s'ajoutent désormais de multiples scandales financiers.

## Du côté du Luxembourg

L'enquête menée par Mediapart et le collectif de journalistes « Investigate Europe » établit les liens incestueux existants entre Orpea et la société holding luxembourgeoise Lipany qui a, selon les journalistes, « accumulé 92 millions d'euros d'actifs », « principalement des parts dans de nombreux EHPAD et cliniques gérés par Orpea ». Lipany est officiellement une société « indépendante » d'Orpea. Elle est néanmoins la propriété de Roberto Tribuno, qui par le plus grand des hasards, se trouve être... l'ancien patron d'Orpea Italie. L'enquête de Mediapart établit qu'en réalité Lipany opérait en lien étroit avec Orpea via son ancien directeur financier Sébastien Mesnard. En Italie, deux enquêtes sont ouvertes pour évasion fiscale et fraude au financement public. En



WIKIMEDIA COMMONS

France, selon Mediapart, « Lipany a aidé Orpea à couvrir le versement d'une commission occulte de 700 000 euros à un intermédiaire, tandis que quatorze sociétés détenues par les deux groupes revendiquent dans leurs comptes officiels un avantage fiscal auquel elles n'ont pas droit. »

Comme on pouvait s'y attendre, Orpea prétend « découvrir » les faits et porte plainte, tandis que Sébastien Mesnard jouant le rôle du fusible est remercié.

## « Secret des affaires » ?

Le nouveau scandale Orpea, n'a rien d'un « accident », dû à quelques individus corrompus, comme voudrait le faire croire la direction du groupe. Il résulte d'un système, où l'accueil et l'hébergement des personnes âgées n'est qu'une occasion de faire toujours plus de cash avec du cash.

L'enquête menée par l'émission « Envoyé spécial » sur un autre groupe, DomusVi, avait montré elle aussi des montages financiers

douteux. Ce qui est en cause, c'est la domination de la loi du profit sur toutes les activités humaines, même celles qui devraient en être le plus préservées, une évidence qu'il faut rappeler, au moment où la Macronie s'appête à poursuivre et accélérer les politiques d'austérité et de privatisation dans la santé.

On se souvient du manque d'empressement de la ministre Bourguignon (devenue aujourd'hui ministre de la Santé) à rendre public le rapport sur les agissements d'Orpea, expliquant que le « secret des affaires » interdisait la publication de certains passages.

Pour mettre fin à ces manipulations financières, à l'exploitation indécente de l'« or gris » et des personnels qui travaillent chez Orpea et dans les autres groupes privés lucratifs, l'omerta sur la gestion de ces entreprises doit être brisée ; le combat pour l'expropriation des actionnaires, la socialisation de ces établissements sous le contrôle citoyen des personnels, des résidents et de leurs familles, des assurés sociaux est plus que jamais à l'ordre du jour.

Jean-Claude Delavigne

## LES NÔTRES Notre camarade Jacques Giron est décédé

Vendredi 13 mai, notre camarade Jacques Giron est décédé à l'âge de 77 ans.

**D**epuis plusieurs années, Jacques n'était pas en bonne santé. Nous le voyions peu souvent dans les manifestations depuis celles des Gilets jaunes auxquelles il avait participé dans les rangs du NPA 31, avant la pandémie. Nous avons été très heureux de l'avoir revu récemment pour les meetings de Philippe Poutou en novembre et le 6 avril dernier. Celles et ceux qui étaient présents à Paris, le 30 avril, pour l'hommage à Alain Krivine, étaient heureux de le revoir encore. Jacques était un militant révolutionnaire. Un de ceux qui mettent en accord leurs paroles et leurs actes, rigoureux dans ses convictions, internationalistes, convaincu de la centralité de l'implantation dans le monde du travail, disponible pour transmettre aux jeunes générations militantes.



DR

## Un médecin militant

Chez Jacques le « professionnel » et l'engagement militant ne pouvaient être dissociés. Il a été de tous les combats pour débarrasser la médecine et la santé de l'emprise du profit et de la marchandisation.

Médecin à l'hôpital public, il a toujours refusé d'adhérer à l'Ordre des médecins. Il s'est engagé au milieu des années 1970 dans le MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), assumant publiquement la pratique d'avortements et formant des femmes à les pratiquer de façon sécurisée.

Jacques était un militant de la CGT santé. Il a été l'un des constructeurs des branches santé-sécurité sociale de la Ligue communiste, puis de la LCR et du NPA, et a apporté sa contribution à notre élaboration sur les politiques de santé, la santé au travail, la sécu et le salaire socialisé. Jacques avait un profond attachement à la IV<sup>e</sup> internationale et son internationalisme n'était pas que théorique. Aux côtés du peuple chilien après le coup d'État de septembre 1973, il s'était auparavant engagé dans la lutte antifranquiste qui lui avait valu, en 1972, un emprisonnement dans l'État espagnol, en compagnie de ses camarades Gilles Marquet et Gilbert Dufour. Ils s'étaient fait prendre avec des liasses de littérature clandestine dissimulées dans les portières trafiquées de leur véhicule.

Plus récemment, on se rappellera de son implication dans la solidarité avec le peuple grec, en 2015-2016, et sa participation à une délégation pour apporter la solidarité aux dispensaires sociaux. À son retour il avait sillonné la région pour informer et susciter la solidarité avec le peuple grec.

Nous ne pouvons résumer en quelques phrases l'entièreté de l'engagement militant de toute une vie au service de la révolution. Tes camarades se souviendront de ta générosité et de tes relations humaines affectueuses.

Nous pensons aussi à tes filles et à tes petits-enfants Aurelio et Joachim, dont tu parlais toujours avec fierté et émotion, et leur assurons toute notre soutien.

Alors, en te quittant, Jacques, et dans l'attente de l'hommage que nous te rendrons le 15 juin à la Bourse du travail à Toulouse, nous ne pouvons que reprendre ces mots d'ordre qui gardaient pour toi une signification profonde: Hasta la victoria, siempre! Adios companero! Un abrazo!

Le NPA 31

## RENAULT GUYANCOURT La grève des PEI continue

**U**ne décision inacceptable pour les salariéEs de PEI dont le temps de travail avait déjà été réduit à 75% depuis la crise du Covid et dont les salaires, pour les temps plein, atteignent à peine le SMIC.

### MobiliséEs face à la contre-attaque de Renault

Les directions de Renault et PEI ont mis toutes les entraves possibles à l'organisation du mouvement, interdisant notamment l'accès du site aux élus du personnel et aux représentants syndicaux de PEI extérieurs au site... Avant d'étendre cette interdiction à l'ensemble des salariéEs en désactivant leurs badges le jour de la grève ! Face à l'ampleur de la riposte, les grévistes ont compris qu'en plus de leur enthousiasme et de leur solidarité, il allait aussi

*Depuis le lundi 25 avril, la majorité des 130 salariéEs de PEI, société en charge du nettoyage au Technocentre Renault Guyancourt (TCR) sont en lutte contre leur direction et celle de Renault. En cause, la décision de cette dernière d'imposer le télétravail aux salariéEs Renault au moins une fois par semaine et fermer le site tous les vendredis pour réaliser des grosses économies... sur cette prestation, ce qui se traduirait par la suppression de 60 emplois sur les sites Renault d'Île de France.*

falloir s'organiser pour durer face à l'opposition de Renault !

Lundi 23 mai, ils ont occupé toute la matinée le siège social de Renault quai Le Gallo à Boulogne, avec un contraste saisissant entre les salariéEs PEI combattifs et le calme aseptisé du hall du siège social. Une fois rentrés à Guyancourt se restaurer, ils et elles ont retrouvé les grévistes demeurés occuper le PC4, Après une réunion de concertation, l'après-midi, réussissant à tromper la vigilance du personnel de sécurité,

nombreux à l'entrée de l'Avancée, ils sont parvenus à entrer de nouveau dans le Technocentre. Très inquiète, la direction avait même appelé du renfort, mais les trois membres de la BAC, ne trouvant rien d'anormal, sont repartis. Les grévistes préparent maintenant les formes d'action des jours à venir. Ainsi, en plus des assemblées générales, un comité d'organisation de la grève, comprenant des déléguéEs et des non syndiquéEs, hommes et femmes à parité, a été élu. Car le combat

continue. Même si les grévistes ont accepté de réaliser un service minimum, ils et elles restent massivement mobilisés pour faire aboutir leurs revendications. À commencer par celui-là : « **Tous les vendredis doivent être payés, paiement des salaires à 100% !** »

### Correspondant

Dernière minute: le mardi 24 mai au matin, une délégation de grévistes PEI de Guyancourt, venus s'adresser aux salariéEs de Cléon, où travaillent leurs collègues PEI, ont été agressés physiquement par une vingtaine de cadres dépêchés en urgence par la direction. À suivre.

la hausse du point d'indice des fonctionnaires. En dehors de cette dernière mesure, il s'agit en fait de gestes qui ont une triple caractéristique : ils dépendent du bon vouloir du gouvernement ou des patrons (pour la prime Macron), ne donnent aucune garantie pour l'avenir (ce qui est donné une année pourra être supprimé la suivante) et, enfin, n'apportent pas de droits sociaux (la prime Macron ne compte pas pour la retraite). En un mot, il s'agit d'aumônes que notre bon prince réélu pour cinq ans veut bien accorder au peuple pour éviter qu'il grogne trop.

### Les aumônes du pouvoir

La rencontre avec les patrons visait en principe à les convaincre de faire quelques gestes en plus de ceux faits par

l'État. Et d'emblée, Le Maire a annoncé des engagements de baisse des impôts sur les entreprises. Mais malgré cette servilité du pouvoir, les représentants patronaux ont annoncé qu'il était hors de question qu'ils fassent un effort de leur côté. Certes, il y a eu quelques bonnes paroles sur les négociations de branche. Sur la prime Macron, les patrons ont rappelé qu'elle relevait de leur seule décision... Pour le reste, c'est nient. Le Medef a même sous-entendu que le gouvernement était trop généreux. Ces gens-là devraient de toute manière s'entendre pour refuser ce qui seul serait important : une hausse des salaires, des retraites et des prestations sociales qui, non seulement, rattraperait l'inflation, mais les porterait aux niveaux nécessaires pour vivre décemment.

Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau fait la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer : « *Tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire* ». Ah bon ! Dans l'immédiat, ce sont les salariéEs et pensionnéEs qui prennent de plein fouet l'impact de l'inflation. Durant le premier trimestre 2022, le salaire mensuel de base du secteur privé a reculé de 2,3% selon les chiffres du service statistique du ministère du Travail. Plus récemment, l'inflation a progressé de 4,8% sur un an en avril et les prix alimentaires de 3,8%. Les entreprises veulent préserver leurs marges, les dividendes de leurs actionnaires et les rémunérations faramineuses de leurs dirigeants. Les grandes entreprises en particulier ont bénéficié

des plans de soutien de 2020 et 2021 : comme le dit l'Observatoire des multinationales dans un rapport récent : « *La solidarité nationale a été mise au service des actionnaires et des patrons du CAC 40 sans contreparties* ». Et l'inflation est un des moyens de répercuter sur les salariéEs le coût de la crise actuelle et des hausses des matières premières.

### Une priorité: l'échelle mobile

Avant 1982, existait en France un mécanisme d'échelle mobile qui préservait le pouvoir d'achat des salaires quand les prix augmentaient. Sa suppression a été une des premières capitulations de la gauche arrivée au pouvoir avec Mitterrand le 10 mai 1981. Nous en payons aujourd'hui les conséquences. Il faut la rétablir.

Au-delà, plus que jamais sont d'actualité les revendications que le NPA a défendues lors de la campagne Poutou et notamment la hausse du SMIC à 1800 euros, 400 euros d'augmentation pour tous les salaires et les prestations sociales, la suppression de la TVA pour les produits de première nécessité. Avec la défense des retraites, celle de nos moyens d'existence sera la bataille centrale dans la période qui vient. Capitalistes et gouvernement ont des objectifs affichés ou non. Les salariéEs doivent avancer leurs alternatives. Élections ou pas, il serait de la responsabilité des syndicats d'élaborer leurs plans d'action. Au niveau central, comme dans les branches et entreprises.

Henri Wilno

**Tribune****Le soutien du NPA à la Nupes : pas toutes et tous d'accord, loin de là !**

Une tribune de la Fraction l'Étincelle du NPA.

Le NPA ne participera pas à l'attelage électoral de la Nupes. Dont acte. Mais il s'engage néanmoins à soutenir très largement cette coalition électorale à visée gouvernementale, en ne présentant qu'une dizaine de candidatures contre elle, en appelant à voter pour elle sauf cas de « social-libéralisme » patent (comment juger ?), et en lui faisant des offres de service militant (dont le sigle NPA apposé sur le matériel de la Nupes qui met largement en avant ses appels à « Mélenchon Premier ministre »).

Nous déplorons ce choix – comme d'autres courants ou militants du NPA. Outre d'entretenir des illusions sur une nouvelle mouture d'union de la gauche dont on connaît trop bien les avatars, c'est un effacement politique du NPA, dans une période où se prépare une nouvelle offensive contre les classes populaires.

La campagne de Philippe Poutou a montré qu'un profil « anticapitaliste et révolutionnaire » trouvait l'adhésion de milliers de jeunes et de travailleurs qui se sont pressés dans les meetings de campagne et ont été touchés par le caractère décapant voire subversif de cet « anticapitalisme ». Rien de tel dans le programme de la Nupes, même si pour ne pas être en reste sur Macron qui promet quelques dizaines d'euros d'aumônes aux plus pauvres, Mélenchon promet à la va-vite un coup de pouce de cent euros pour son Smic. Ce n'est pas l'échelle mobile des salaires, c'est l'échelle mobile des promesses électorales !

Face à la menace de l'extrême droite, il faudrait s'unir, nous dit-on. Mais cette « unité » d'appareils, pour quelques dizaines de députés de plus au Parlement, d'une gauche gestionnaire des affaires de la bourgeoisie même en matière dite « régalienne » (une meilleure police, une meilleure armée avec un nouveau service militaire), serait-elle une façon de combattre une extrême droite qui s'est nourrie des trahisons de la gauche ? Cette unité et ses relatifs succès dans des instances institutionnelles encourageraient-ils le déclenchement et le succès de luttes ? Quand Mélenchon, comme certains de ses partisans de la Nupes dans les sphères syndicales, ne se revendique ni de la lutte de classe et encore moins de l'auto-organisation ? On est loin avec eux du front de classe nécessaire dans les luttes.

La Fraction l'Étincelle ne participera pas à cette campagne, aux côtés ou en faveur de la Nupes. Elle appellera à voter pour des candidatures révolutionnaires, là où quelques camarades du NPA maintiennent la leur, sinon celles de Lutte ouvrière. Mais surtout, elle poursuivra ses efforts militants – avec bien d'autres dans le NPA, par-delà les péripéties électorales – pour tracer le chemin des luttes collectives ainsi que de la nécessaire organisation politique pour leur succès et le renversement de cette société.

Chacun voit aujourd'hui combien le système capitaliste mondial est lourd de paupérisation jusqu'à la famine, de durcissements politiques jusqu'à la dictature, de militarisation et de guerre. Les réponses politiques et militantes à donner aux travailleurs et aux jeunes qui se politisent dans une situation difficile, en disant toute la vérité sur l'illusion dans des combinaisons parlementaires à gauche, c'est maintenant.

La Fraction l'Étincelle du NPA



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

**Extrême gauche****Seconde lettre du NPA à Lutte ouvrière**

Suite à l'intervention choquante de Lutte ouvrière (LO) lors de l'hommage à Alain Krivine le 30 avril, nous avons adressé une lettre à cette organisation<sup>1</sup>. LO nous a répondu<sup>2</sup>, suscitant de notre part un nouveau courrier que nous publions ici.

Camarades, nous prenons acte de la réponse que vous nous avez faite (et rendue publique), suite au courrier que nous vous avons adressé quelques jours plus tôt. Pour tout dire, nous trouvons cette réponse tout aussi choquante que l'intervention que vous vous êtes permis de faire lors de l'hommage à Alain Krivine.

**Justifier l'injustifiable**

D'abord parce que vous justifiez dans votre courrier de ne pas avoir respecté le cadre proposé. Le fait que les obsèques aient eu lieu quelques semaines plus tôt ne change absolument rien au fait qu'il s'agissait bien d'une réunion dont l'objectif était de rendre hommage à notre camarade disparu. Si rendre hommage ne vaut pas quitus d'une orientation et des nuances ou francs désaccords que l'on peut avoir, vous reconnaissez qu'il y a une différence à faire entre, d'une part, la façon dont on s'exprime dans ce type de cadre et, d'autre part, les débats que nous pouvons avoir régulièrement dans le cadre de votre fête annuelle ou de notre université d'été.

Le contenu même du texte lu par Michel Rodinson au nom de Lutte ouvrière<sup>3</sup> (1/5 d'hommage à Alain, et 4/5 de polémique avec notre courant politique, jusqu'à la période actuelle pour laquelle Alain n'a aucune responsabilité) illustre d'ailleurs bien le peu de souci que vous avez eu de rendre hommage à notre camarade, et la façon dont vous le justifiez dans votre courrier nous navre une nouvelle fois.

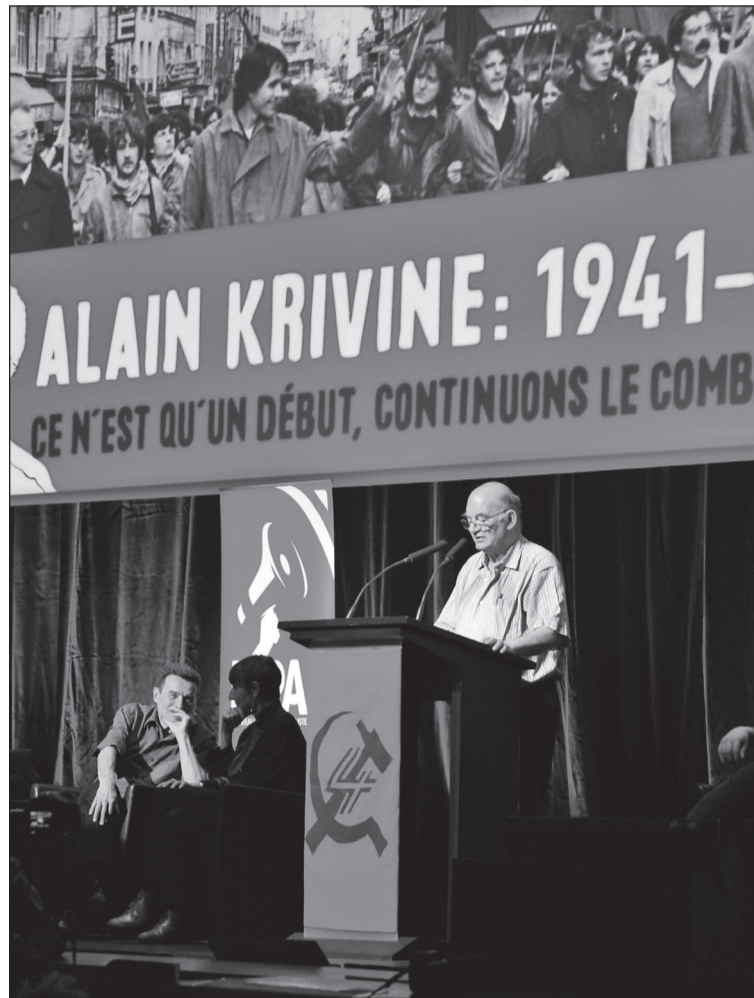


PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

De plus, comme vous le savez pertinemment, à la différence de ce que vous écrivez dans votre courrier, nous n'avons aucun problème avec le fait de discuter, y compris publiquement, de notre orientation. Nous

faisons d'ailleurs bien plus régulièrement que vous, dans différents cadres unitaires, et y compris avec vous lorsque vous nous y invitez. Nous voulons d'ailleurs rappeler ici que nous vous avons écrit mi-avril

pour vous proposer une discussion autour de la situation et de la question des législatives... proposition de rencontre que vous aviez alors déclinée.

**Nous n'irons pas, cette année, à votre fête**

Vous savez donc que la question n'est pas là, mais bien dans la façon dont vous vous êtes servi en toute conscience du cadre d'un hommage militant sans autre considération que de polémiquer contre notre courant. Et à cette erreur d'appréciation politique s'ajoute maintenant l'incorrection militante, avec dans votre dernier courrier la critique des autres invitéEs venus, eux, rendre véritablement hommage à Alain Krivine.

Enregistrant votre fuite en avant et votre incapacité à prendre le moindre recul sur votre attitude le samedi 30 avril (sans même parler de regrets), nous vous informons donc que, au vu de la nature de nos relations actuelles, les conditions ne sont pas réunies pour que le NPA participe cette année à votre fête. Cela signifie que, contrairement aux années précédentes, notre organisation ne tiendra pas de stand dans l'espace politique, et que personne ne participera au nom du NPA au débat que vous nous avez proposé. Pour faire le point sur l'état de nos relations, nous vous proposons de nous rencontrer prochainement.

**Le comité exécutif du NPA**1 – Lire *L'Anticapitaliste* n°615 (12 mai 2022).2 – <https://www.lutte-ouvriere.org/communiqués/lettre-adressee-au-npa-en-reponse-sa-lettre-du-5-mai-310338.html>3 – <https://www.lutte-ouvriere.org/communiqués/intervention-de-michel-rodinson-au-nom-de-lutte-ouvriere-la-reunion-du-npa-le-30-avril-2022-30>**Tribune****Urgence révolution ! Des candidatures anticapitalistes issues des luttes !**

Une tribune du courant *Anticapitalisme et Révolution*.

**Retour sur un piètre passage en force**

Le CPN du 14 mai dernier avait pour objectif de définir les modalités de notre apparition aux législatives. Mais dès le CPN en visio du jeudi 5 mai, la position U, majoritaire au CPN, faisait voter ces modalités : « [...] Nous appellerons à voter et soutiendrons, y compris de façon militante, les candidatEs de gauche de rupture de la NUPES, face auxquels nous ne présenterons pas de candidatEs [...] ».

Dans d'autres circonscriptions, une candidature NPA devient possible face à des candidats labellisés NUPES « incarnant une continuité avec le social-libéralisme [...] ». Nous avons même la liste des circonscriptions autorisées. Le CPN du 14 mai n'a fait que renforcer ces injonctions en précisant qu'« aucune autre candidature ne pourra se prévaloir d'un soutien national du NPA [...] ».

Après avoir tenu bon à la présidentielle avec une candidature indépendante des réformistes, il fallait continuer sur la lancée aux législatives en l'inscrivant dans la



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

nécessité d'un troisième tour social maintenant et l'affirmation de la rupture révolutionnaire. D'autant que la situation fait apparaître de nouvelles luttes sociales, principalement sur les salaires. Certaines grèves gagnent comme chez Arco, où les couturières des sacs de luxe Louis Vuitton ont obtenu l'augmentation de 100 euros net de leurs salaires. L'unité est indispensable : celle de notre camp social et de ses combats. Il serait temps que toutes les directions syndicales, politiques ou associatives se regroupent et se dotent d'un plan de bataille contre

Macron, qui permette d'infliger une défaite au patronat mais aussi de changer de société.

Pourtant, la faible majorité (54,3% pour sa motion) de la direction du NPA a choisi de poursuivre coûte que coûte le chemin des accords, franchissant largement les lignes rouges en continuant la discussion alors même que le PS était entré dans la danse en s'engageant sur le fait que « le NPA sera de la majorité qui soutient le gouvernement dans l'application du programme partagé, sans pour autant y participer. » L'enlèvement de cette délégation

dans une entreprise d'accord avec les réformistes méritait bien plus que des réunions de direction à la volée et des injonctions au temps qui presse !

**On ne s'excuse pas d'être révolutionnaires !**

Sans nier la « dynamique » créée par la NUPES, nous refusons de disparaître du débat. Mélenchon promet de changer nos vies en élisant ses candidats et candidates dans une majorité de circonscriptions. Il annonce qu'il remplacera bientôt Borne sur la base de cette victoire et nous épargnera des « kilomètres de manifestations » ! Pour le SMIC à 1500 euros peut-être mais pour prendre le contrôle de l'économie et imposer que nos vies passent avant les profits, cela ne suffira pas ! Il ne faudra pas « ouvrir une conférence sociale » mais exproprier les capitalistes ! Parce qu'il faut exprimer la nécessité de l'urgence révolutionnaire et du renversement du capitalisme, dans plusieurs circonscriptions, vont se présenter des candidates et des candidats du NPA (dans les Hauts-de-Seine, en Gironde, à Lyon, à Metz...) et il sera important que le maximum de voix se portent sur elles et sur eux. Partout ailleurs, nous appelons à voter pour les candidats et les candidates de Lutte ouvrière.

**Armelle Pertus (NPA 92, comité exécutif), Gaël Quirante (NPA 92, comité exécutif), Marie-Hélène Duverger, NPA 76, comité exécutif)**

Essais

# Déviriliser le monde, de Céline Piques

Éditions Rue de l'Échiquier, 112 pages, 12 euros.

Céline Piques propose un titre qui semblera provocateur à certains : oui, il y a un problème de virilité dans notre société. Elle égrène des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : « En France, 96% de la population carcérale est masculine. Les hommes sont responsables de 99% des viols, de 97% des violences sexuelles, mais aussi de 95% des vols de véhicules, de 99% des incendies volontaires ou encore de 89,5% des destructions et dégradations ». Tout l'intérêt de son propos est de ne pas se cantonner à une dénonciation de la masculinité toxique, mais de la placer dans une réflexion politique : l'autrice se présente en tant que « féministe matérialiste » et réfléchit à ce qui pourra déconstruire cette construction genrée de la violence.

**Pour une « politique réellement de gauche et féministe »**

Bien sûr, elle revient sur l'éducation des garçons, acculturés à la violence. Mais sa réflexion se poursuit sur la culture du viol, la spécificité de la pédocriminalité, la violence véhiculée en toute impunité par la pornographie, les inégalités économiques qui participent à l'écrasement des femmes. Elle inscrit la prostitution dans le continuum des violences sexistes et l'appropriation patriarcale du corps des femmes par les hommes.

C'est donc tout un système, le patriarcat, qu'elle analyse, en s'appuyant sur des faits et des données chiffrées. Son propos se nourrit aussi de nombreuses citations de penseuses féministes, comme Andrea Dworkin, Françoise Héritier, Christine Delphy ou Gisèle Halimi, citations qui donnent envie d'ouvrir ensuite bien d'autres livres.

À la question de savoir comment transformer cette société ultraviolente, en particulier pour les femmes et les enfants, Céline Piques ne répond pas par le slogan « révolution prolétarienne » ! Elle accuse d'ailleurs la gauche d'avoir trop souvent traité la cause des femmes en « sujet social secondaire », relégué derrière la grande cause de la lutte des classes ; ce propos fera écho aux

récents échanges que nous avons eus lors de notre week-end féministe<sup>1</sup>. Ses propositions pour une « politique réellement de gauche et féministe » sont concrètes et éminemment politiques : certaines nous sont familières, comme l'égalité salariale et la revalorisation des métiers du care, ou encore la création d'un véritable service public de la petite enfance ; d'autres concernent des aspects sur lesquels notre courant s'est peu penché comme la politique fiscale, la question du quotient familial ou l'attribution des aides sociales. Elle revendique également une sexualité épanouissante pour touTEs, à

l'opposé des violences véhiculées par la pornographie. Ses analyses, en tant qu'ancienne présidente d'Osez le féminisme, ne feront sans doute pas l'unanimité, mais alimenteront les débats qui traversent le milieu militant féministe et notre parti. L'ouvrage se clôt par l'évocation d'un écoféminisme qui ne soit pas essentialisant, mais absolument politique et émancipateur, avec une longue citation d'Émilie Hache, qui ouvre réflexion et discussions, comme l'ensemble du livre.

Catherine Stotzky

1 - Lire le compte rendu de ce week-end dans l'Anticapitaliste n°616.



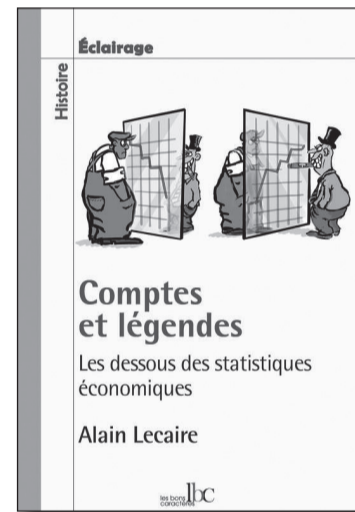
# Comptes et légendes: les dessous des statistiques économiques, d'Alain Lecaie

Les bons caractères, collection «Éclairages», 2022, 142 pages, 8,20 euros.

Alors que les chiffres envahissent l'espace politique et médiatique, assésés comme autant de preuves supposées objectives, ce petit ouvrage accessible à touTEs montre les dessous de la fabrication des principaux indicateurs économiques. Car, comme le rappelle l'auteur, les statistiques sont d'abord produites pour répondre aux besoins des gouvernements et du patronat, pour guider leur politique, plus que pour éclairer la population.

**Du PIB aux chiffres du chômage**

Il en est ainsi du produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur ajoutée produite en France, et dont la croissance est supposée, à en croire les gouvernants, refléter le bien-être de la population. Or, il n'en est rien. Le PIB mesure l'activité sur les marchés capitalistes, sans se préoccuper des effets, ou des causes, indésirables de certaines productions (pollution, maladies, etc.). Certains pans de l'activité humaine lui échappent, tels que la fraude ou l'économie souterraine (en fait estimées par l'Insee, mais partiellement et très à la louche). Le travail domestique aussi est ignoré,



invisibilisant une activité réalisée principalement par des femmes et dont l'utilité sociale est pourtant nettement supérieure à la fabrication et distribution de prospectus publicitaires ou d'armes, par exemple. Qui plus est, le PIB étant calculé à partir des comptes des entreprises, l'optimisation fiscale des multinationales fait disparaître une partie de la valeur ajoutée. Via des facturations bidon de droit d'usage, conseils ou

frais divers ou des surfacturations de pièces détachées, les multinationales transfèrent une partie de leurs profits vers des succursales dans les paradis fiscaux : ces montants évadés apparaîtront en France comme « consommations intermédiaires » et non dans la valeur ajoutée. L'évasion fiscale conduit donc notamment à sous-estimer la part des patrons dans le partage de valeur ajoutée.

L'ouvrage s'intéresse de la même manière aux chiffres du chômage, montrant pourquoi ils peuvent s'écarter du ressenti des concernés. Il explique ensuite les rudiments de la bourse, pour mieux comprendre comment fonctionnent les indices boursiers. Il montre en quoi les moyennes ne veulent pas dire grand-chose s'agissant des revenus, tant les inégalités sont frappantes. Il termine enfin sur les limites de l'indice des prix, indiquant pourquoi il traduit mal ce que vivent les classes populaires. Les initiés ne découvriront certes pas grand-chose, si ce n'est une piqûre de rappel sur les limites de ces chiffres, trop souvent oubliées. Les moins aguerris en ressortiront mieux armés.

Maurice Spitz

RAP

# Médine France, de Médine



Non le rap engagé n'est pas mort ! Le vendredi 13 mai, le rappeur Médine a sorti son huitième album, deux ans après son déjà culte *Grand Médine*. Et il revient avec *Médine France*, un album plein de rage et de douceur qui donne envie de s'engager !

**« Si j'étais personnel soignant, j'me serais déjà radicalisé »**

Les fans avaient déjà été convaincus lors de la sortie, le 25 mars, du single donnant son nom à l'album, dans lequel le rappeur iconoclaste faisait un état des lieux international tendant vers la nécessité des luttes. Avec la sortie globale de tous les titres, Médine a donné de quoi être satisfait à plus d'une oreille, alliant des morceaux calmes et amoureux à des morceaux engagés et engageants. Et la sortie de l'album entre les deux élections, présidentielle et législatives, n'est pas anodine. C'est une façon pour le rappeur habitué aux polémiques de répondre au score historique de l'extrême droite et aux menaces qu'il subit depuis le début de sa carrière de la part des réactionnaires. Et pour cause, de LREM à Reconquête, tous ont décidé de mener cavale contre Médine, l'injuriant publiquement.

**« Aucun de nous ne va re-migrer, du Pas-de-Calais aux Pyrénées »**

Et Médine le rend bien à cette extrême droite qui s'acharne sur lui parce qu'il est arabe, musulman, de gauche et qu'il ose l'ouvrir. Cela donne des morceaux mythiques qui ont de quoi faire grincer les dents des identitaires, jusqu'à la pochette de l'album représentant la carte d'identité de l'artiste. Comme un fil rouge, l'antifascisme fait le tour de l'album, de « *Allons zenfants* » à « *Heureux comme un arabe en France* » en passant par « *La France au rap français* », un antifascisme dont nous avons terriblement besoin dans la période actuelle. Et cette position antifasciste clairement assumée lui a causé du tort comme il le rappelle dans son morceau « *Grenier à seum* » qui revient sur toutes ces fois où il a été blacklisté à cause de son engagement.

**« Moi je veux penser le changement, eux veulent changer le pansement »**

Depuis déjà plusieurs albums, cela s'affirme chez Médine, c'est un révolutionnaire qui s'ignore. Et s'il chantait déjà, en 2009, « *Je n'irai pas dans les meetings de l'EX-LCR pour leur prouver que je suis un révolutionnaire* », dans « *Libre Arbitre* », cette tendance se confirme avec un propos éminemment politique. De plus, il brille par sa connaissance exemplaire de l'histoire, une façon d'enrichir son propos et de faire connaître à son public les luttes du passé et du présent.

Radu Varl

Roman

# Le retour de la suite, de Marc Large et Johanna Turpeau

Éditions Passiflore, 132 pages, 15 euros.

L'idée est originale. Les auteurEs sont partis de quelques personnages des chansons de Renaud et imaginent une histoire. Ce devait d'abord être un film de cinéma mais l'épidémie de covid et les différentes phases de confinement vont énormément compliquer la chose jusqu'à geler le projet pendant un temps. Pour ne pas l'abandonner, avant que le film finisse par prendre forme, c'est devenu un roman, imaginé et écrit à deux.

**Dans l'univers de Renaud**

Ça démarre, comme dans une chanson célèbre de Renaud, le 14 avril 1977. Ce moment où Gérard Lambert a des ennuis avec sa mobylette et aussi avec un genre de voyou surnommé le Petit prince. Et à partir de cet épisode, tout s'enchaîne. Plusieurs personnages des chansons



de Renaud apparaissent, aux côtés de Gérard Lambert, arrivent Manu, la Pépette, Germaine, Slimane. On suit leurs aventures, entre prise d'otage,

cambrilage, évasion, disparition. C'est presque un polar car en parallèle une enquête est menée par un commissaire qui ne lâche pas une affaire jamais aboutie.

C'est raconté avec le langage de Renaud, pas mal illustré avec des paroles de ses chansons, avec plusieurs de ses expressions bien connues. C'est léger et c'est animé. C'est sûr que ce petit roman s'adresse particulièrement aux fans de Renaud, tant il est fait référence à son univers, celui des premiers albums. Ça tombe bien, on aime beaucoup.

Et ce n'est pas parce que cette année Renaud s'est vanté d'avoir voté pour notre candidature à la présidentielle. Ce n'est pas non plus parce qu'on aime bien le dessinateur Large, qui ne fait pas que dessiner d'ailleurs, car il écrit des chouettes romans comme celui sur la vie de Félix Arnaud, géographe landais du 19<sup>e</sup>

siècle (paru aussi chez Passiflore)<sup>1</sup>. Johanna Turpeau est quant à elle journaliste et autrice de plusieurs documentaires comme *Un sourire malgré toi* sur la maladie dans la fratrie et la gémellité.

La sortie du livre le 11 mai dernier a donné l'occasion, à Bordeaux, d'organiser une soirée-concert avec Fred, un « faux » Renaud si ressemblant. C'est cool, c'est convivial. Et le projet de film semble toujours d'actualité, avec une bande de copains-copines, de proches et de fans, avec l'accord de Renaud, ça serait pour bientôt. Comme le chante Renaud dans sa chanson « *Les aventures de Gérard Lambert* » à l'origine du roman, « *La morale de cette histoire, je la trouve chouette, pas vous ? Ah bon.* »

Philippe Poutou

1 - Lire dans l'Anticapitaliste n°562 (1<sup>er</sup> avril 2021) notre recension de *La folle histoire de Félix Arnaud*.

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
 ★ la-breche.com  
 27 rue Taine 75012 Paris  
 Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43  
 Horaires d'ouverture :  
 Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

**N**ous sommes arrivés à Lviv hier après-midi. Laurence Boffet ainsi que les parlementaires présents dans la délégation ont rencontré le parti Razem (gauche radicale polonaise, environ 7% des voix aux dernières élections législatives, six députés) puis des associations qui tiennent une maison des solidarités à la frontière polonaise. Ensuite, nous avons rencontré des humanitaires polonais (anciens musiciens organisateurs de festivals reconvertis en convoyeurs de tout, médicaments, repas, réfugiés).

**Deuxième journée à Lviv**

Ce jeudi 5, en lien avec les camarades de Sotsialnyi Rukh [Mouvement social] qui militent pour un socialisme démocratique, nous rencontrerons, aujourd'hui et demain, des représentants syndicaux (en particulier du rail, services publics santé, mineurs), des militants écologistes, féministes, LGBTQ+.

La matinée a été consacrée à une rencontre avec les responsables de Sotsialnyi Rukh. Ils nous ont présenté leurs activités, en particulier sur les questions sociales et démocratiques que leur mouvement tente de mettre en œuvre et leur vision de la situation politique dans leur pays en état de guerre (soutien au président Zelensky et son gouvernement, bien que très critiques sur les questions sociales et écologiques).

Une déclaration commune est en cours de rédaction reprenant les larges convergences évoquées toute la matinée, déclaration proche de celle du texte du Réseau européen de solidarité à l'Ukraine avec un point complémentaire majeur pour eux, l'adhésion rapide de l'Ukraine à l'UE. L'après-midi a été consacré à des échanges avec les syndicats ukrainiens, qui se retrouvent essentiellement dans deux grandes confédérations (la Confédération des syndicats et la Confédération des syndicats libres). Étaient présents des représentants de différents secteurs d'activité (construction, transports, santé), ainsi qu'un syndicat nouveau et indépendant des deux confédérations qui défend les travailleurs pauvres de la santé, des mines et de l'énergie (nucléaire). Nous avons eu une description détaillée des luttes sociales avant la guerre pour les hausses de salaires, contre les conséquences du néolibéralisme sur les secteurs publics ou la santé, qui nous ont rappelé les nôtres... Aujourd'hui, les syndicats sont tournés vers l'aide concrète aux travailleurs ukrainiens victimes de la dérégulation en ces temps de guerre (licenciements, non-paiement des salaires, voire travail gratuit, maintien de la sécurité et des infrastructures dans les transports ou le nucléaire). La question écologique a aussi été abordée par certains syndicats.

**Troisième jour**

Rencontres avec des mouvements féministes, écologiques, de solidarité et libertaires. Dès le matin, une première réunion s'est tenue entre les femmes de la délégation européenne et des représentantes de trois organisations ukrainiennes féministes, intersectionnelles, LGBT. Un groupe de travail spécifique sur ces questions démarre dans le Réseau européen en lien avec ces groupes féministes. Ces groupes se focalisent en particulier sur l'aide aux femmes qui ont besoin de soutien immédiat sur le plan financier, psychologique mais aussi politique. Plusieurs contacts très concrets ont été pris lors de cette rencontre pouvant permettre ultérieurement de créer des ponts avec les Ukrainiennes de Lyon mais aussi

# Délégation internationale de solidarité en Ukraine

Une délégation de 26 participantEs<sup>1</sup> de dix pays européens s'est rendue en Ukraine du 3 au 6 mai à la rencontre du mouvement social, féministe et syndical d'Ukraine et en coordination avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Deux des participantEs français, **Laurence Boffet** et **Roland Mérieux**, en ont fait un court compte rendu.



avec des mouvements féministes (au plan national) qui voudront les aider. La matinée s'est poursuivie avec la présentation des actions de ces mouvements féministes et d'entraide entre femmes. Plusieurs centaines de milliers de femmes se retrouvent seules avec leurs enfants, avec ou sans travail, exilées en Pologne ou déplacées dans leur propre pays ; elles ont besoin d'une prise en charge au niveau de l'éducation des enfants, du travail, un logement, des soins médicaux ainsi que d'accès à l'avortement, que ce soit en Pologne, qui l'interdit, mais aussi en Ukraine, où c'est autorisé mais aujourd'hui de plus en plus difficile à mettre en œuvre.

Au cours de l'après-midi, d'autres présentations ont été faites par des représentants de mouvements écologistes, qui sont favorables aux sanctions et qui se concentrent en particulier sur une demande d'embargo du pétrole et du gaz russes, en exigeant qu'ils ne soient pas remplacés par d'autres énergies fossiles. Un appel en ce sens est en train de circuler auprès des parlementaires du monde entier [...]. Une représentante d'un mouvement LGBTQ a décrit les actions de solidarité qu'ils et elles ont mis en place pour tous et toutes à partir d'une coopérative qu'ils et elles géraient déjà avant la guerre. Selon elles et eux, une des justifications de la guerre avancée par les Russes est la défense des valeurs traditionnelles chrétiennes et par conséquent la lutte contre la domination LGBT sur l'Ukraine comme sur l'ensemble de l'Europe; Zelensky étant « accusé » d'être gay ! Par ailleurs, la société ukrainienne est assez conservatrice et la guerre renforce les valeurs « viriles ». Ce collectif défend la visibilité de la communauté LGBTQ, y compris dans l'armée, travaille au consensus et prône une démarche non violente.

**Troisième jour, suites**

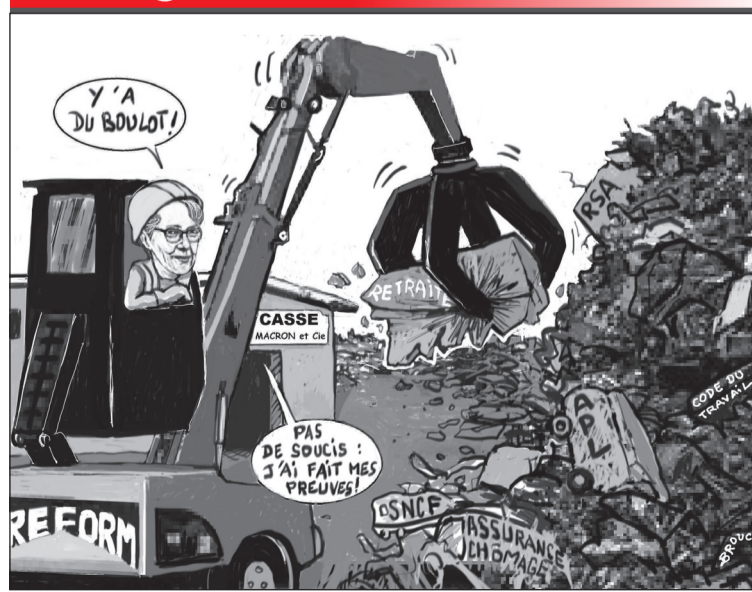
Un représentant des droits des Roms est également intervenu. Leur mouvement est très structuré car les Roms d'Ukraine sont parmi les plus discriminés d'Europe. Leur

défense avait démarré bien avant la guerre. Ils profitent du fait que l'Ukraine demande son adhésion rapide à l'UE pour exiger l'accélération de l'agenda 2021-2030 qui prévoit une amélioration du traitement du peuple rom demandée par l'Europe à tous les pays membres. Les associations roms disposaient déjà avant la guerre de réseaux européens efficaces qu'ils mettent aujourd'hui à disposition de l'ensemble des UkrainienEs. Malgré le racisme, leur représentant reconnaît que l'aide spontanée des UkrainienEs a concerné aussi les Roms ; des cas de maltraitance policière, comme à Lviv, ont été signalés. Dans cette ville, un cas de violence policière médiatisé a été utilisé par les Russes pour faire croire à des attaques envers les russophones d'Ukraine ! D'autres actions humanitaires ont également été présentées en association avec les mouvements libertaires. Ces réseaux sont a priori efficaces en termes de logistique de l'ouest vers l'est de l'Ukraine, mais aussi dans les zones sous occupation ou les zones de guerre. Partout ailleurs, ils proposent des abris, des hébergements, des lieux de stockage.

Des actions du côté de la défense territoriale ukrainienne sont également prises en charge par ces mouvements. Ils demandent des soutiens financiers, mais aussi de l'aide pour le soutien psychologique et pour répondre aux revendications des femmes qui peuvent aussi être réalisées depuis l'étranger. Une représentante de ces mouvements nous a expliqué la question des trafics d'êtres humains, dans le cadre du travail forcé ou de l'exploitation sexuelle. L'Ukraine était déjà une grande pourvoyeuse de travail forcé, cela c'est bien sûr renforcé depuis le début du conflit. [...] En conclusion de ces deux journées, une déclaration commune à été proposée par Vitalii Dudin au nom de Sotsialnyi Rukh, que nous avons adoptée.

1- Des parlementaires polonais (Paulina Matysiak, Razem), suisse (Stéphanie Prezioso, députée du canton de Genève, Ensemble à gauche), danois (Soren Sondgaard, Red Green Alliance), finlandais (Veronika Honkasalo, Left Alliance), ainsi que des représentants de mouvements de solidarité français, britannique, belge et catalan. Du côté français, étaient présents dans la délégation des camarades du NPA (Catherine Samary et Olivier Besancenot), de PEPS (Patrick Farbiaz), de la Fondation Frantz Fanon internationale (Mireille Fanon-Mendès France), d'Ensemble! (Laurence Boffet et Roland Mérieux).

## L'image de la semaine



# Vu ailleurs

**IL Y A UN AN, L'ASSAUT CONTRE LA RAVE PARTY DE REDON.**

Dans la nuit du 18 au 19 juin 2021, dans un hippodrome, près de Redon (Ille-et-Vilaine), plus de 250 gendarmes sont intervenus pour interdire à des jeunes d'organiser une rave party. Alban [le prénom a été changé], 22 ans, a eu la main arrachée sans pouvoir être pris en charge par les pompiers. À l'issue de l'enquête préliminaire ouverte pour déterminer les origines de la mutilation après les plaintes d'Alban pour « violences volontaires aggravées par personne dépositaire de l'autorité publique (PDAP) » et « non-assistance à personne en danger », le procureur de la République de Rennes, Philippe Astruc, a classé sans suite le dossier, estimant l'infraction « insuffisamment caractérisée ».

Pourtant, les éléments recueillis par la section de recherche de la gendarmerie de Rennes, chargée des investigations, révèlent la disproportion de la force et questionnent sur le bien-fondé d'un tel dispositif face à un rassemblement d'environ un millier de jeunes. En moins de six heures, les gendarmes ont fait usage de plus de 1700 grenades lacrymogènes, de désencerclement et GM2L, particulièrement dangereuses car mutilantes. Tout cela en pleine nuit, alors même qu'ils manquaient de visibilité, ainsi que l'ont attesté plusieurs d'entre eux au cours de leur audition.

Par ailleurs, l'enquête pointe l'absence de coordination entre les pompiers et les forces de l'ordre, la préfecture n'activant le dispositif de crise, un centre opérationnel départemental (COD), qu'à 4h 50, soit 5 heures après le début des opérations. Lorsqu'Alban a la main arrachée, plusieurs jeunes appellent les pompiers à l'aide, en vain, ces derniers ne pouvant intervenir sous les tirs des grenades.

Tenus informés de la gravité de la blessure, ni le cabinet du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, ni le centre de crise placé sous sa tutelle, ni le préfet d'Ille-et-Vilaine Emmanuel Berthier n'ont pris la décision de faire cesser les opérations afin de permettre la prise en charge du blessé. [...]

Malgré l'absence flagrante de prise en charge d'Alban, faute d'un dispositif sanitaire coordonné, le procureur de la République de Rennes, Philippe Astruc, a classé sans suite, sans avoir auditionné le préfet Emmanuel Berthier, ni même les responsables du centre opérationnel de gestion interministérielle des crises. [...]

Alban s'apprête, avec l'aide de son avocat, Stéphane Vallée, à saisir un juge d'instruction.

Pascale Pascaïello, « Rave party de Redon : un mutilé, une nuit d'horreur, les fautes du ministère de l'intérieur, et la justice qui enterre », Mediapart, 22 mai 2022.

# L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**Tarif standard**

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755  
Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)